

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204494]

14 JUILLET 2016. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale

Le Ministre de la Nature,

Vu le Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles, D.4, D.242, D.243, D.249;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée par le décret du 22 décembre 2010 modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature en ce qui concerne la mise en œuvre du régime Natura 2000, les articles 31, 36 et 37;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000, les articles 1^{er}, 14^o, 9, § 2, alinéa 1, 15, § 3, alinéa 2, § 4, 16, § 2, alinéas 2 à 4, 20, alinéas 2 et 3, 22, 23, 28, § 2, alinéa 1^{er}, 33 et 34 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 décembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 10 décembre 2015;

Vu le rapport du 10 décembre 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 17 décembre 2015;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, donné le 12 janvier 2016;

Vu l'avis 59.032/4 du 6 avril 2016 du Conseil d'Etat, donné le 6 avril 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la Commission de par sa Décision C(2015) 5117 du 20 juillet 2015, a approuvé le programme wallon de développement rural pour la période de programmation 2014-2020 et qu'il y a lieu de le mettre en œuvre,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions communes*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 : l'arrêté du Gouvernement wallon portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale.

Art. 2. En application de l'article 1^{er}, 14^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, le tableau repris en annexe 1 présente la classe de productivité d'un peuplement d'épicéas.

Art. 3. En application de l'article 9, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, la demande d'aide visée à l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté précité est introduite auprès de l'organisme payeur ou son délégué au plus tard à la date fixée par l'organisme payeur ou par son délégué.

Art. 4. § 1^{er}. En application de l'article 15, § 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, le tableau repris en annexe 2 présente la grille de réduction des indemnités et des subventions supplémentaires visées aux chapitres 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 en cas de non respect des exigences visées à l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté précité.

En application de l'article 15, § 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, l'organisme payeur ou son délégué peut prononcer un niveau de réduction d'aide plus élevé ou plus bas que le niveau déterminé dans la grille de réduction.

§ 2. En application de l'article 15, § 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, en cas de récidive ou de persistance de l'irrégularité, la réduction d'aide est doublée.

§ 3. En application de l'article 15, § 4, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, si plusieurs cas de non respect des exigences sont constatés pour une même UG ou pour une même parcelle, c'est la réduction d'aide la plus importante, doublée, qui s'applique.

Art. 5. En application de l'article 16, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, le tableau repris en annexe 3 présente la grille de réduction des subventions à la restauration ou à l'entretien visées au chapitre 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 pour la non-exécution ou pour l'exécution partielle des exigences visées à l'article 8, § 2, de l'arrêté précité.

En application de l'article 16, § 2, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, en cas de récidive ou de persistance de l'irrégularité, la réduction d'aide est doublée.

En application de l'article 16, § 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, si plusieurs cas de non-respect des exigences sont constatés pour une même UG ou pour une même parcelle, c'est la réduction d'aide la plus importante, doublée, qui s'applique.

Art. 6. En application des articles 20, alinéa 3 et 23, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, le tableau repris en annexe 4 présente la grille de réduction des indemnités lorsque les mesures de conservation reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 ou dans un arrêté de désignation sont levées par un permis.

CHAPITRE II. — *Indemnité agricole*

Art. 7. § 1^{er}. En application de l'article 20, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, un agriculteur qui exploite toute prairie en site candidat au réseau Natura 2000, jusqu'à et y compris l'année de sa désignation, si pour cette dernière année l'arrêté de désignation a été publié au *Moniteur belge* après le 1^{er} janvier, reçoit une indemnité annuelle de 100 euros.

§ 2. En application de l'article 20, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, un agriculteur qui exploite toute parcelle agricole reprise dans les sites Natura 2000 couverts par les arrêtés de désignation du 30 avril 2009, reçoit une indemnité annuelle déterminée de la manière suivante:

1° 100 euros par hectare pour les superficies de prairies pour lesquelles l'arrêté de désignation n'impose aucune limitation spécifique concernant la fertilisation;

2° 200 euros par hectare pour les superficies de prairies pour lesquelles l'arrêté de désignation impose une limitation spécifique concernant la fertilisation.

§ 3. En application de l'article 20, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, un agriculteur qui exploite toute parcelle agricole reprise en site Natura 2000 dont l'arrêté de désignation est adopté et publié au *Moniteur belge* au plus tard le 1^{er} janvier de l'année considérée, reçoit une indemnité annuelle déterminée de la manière suivante:

1° 100 euros par hectare pour les superficies de prairies situées en UG 5 au sens de l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011;

2° 21,60 euros par tranche de vingt mètres de « bandes extensives » située en UG 4 au sens de l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011;

3° 440 euros par hectare pour les superficies de prairies situées en UG 2, en UG 3 et en UG temp 1 et temp 2, au sens de l'article 2, 2° et 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011.

CHAPITRE III. — *Indemnité non-agricole*

Art. 8. En application de l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, les surfaces de forêt admissibles à l'indemnité non-agricole sont les surfaces de forêt comprises dans:

1° les UG 6, 7, 8, 9 au sens de l'article 2, 6° à 9°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011, les UG temp 1 et 3 au sens de l'article 2, 14° et 16° de l'arrêté précité ainsi que toutes les autres unités de gestion lorsqu'elles sont considérées comme accessoires à la forêt au sens de l'article 1^{er}, 20°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, à l'exclusion des plantations exotiques cartographiées en UG 10 au sens de l'article 2, 10°, de l'arrêté précité;

2° un site candidat au réseau Natura 2000, à l'exclusion des parcelles composées de résineux d'une surface supérieure à dix ares d'un seul tenant;

3° un site Natura 2000 ou un site candidat au réseau Natura 2000, et considéré comme surface de forêt admissible suivant l'attestation de conformité de l'organisme payeur ou son délégué, rendue conformément à l'article 36 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016.

Art. 9. § 1^{er}. En application de l'article 23, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, un gestionnaire privé reçoit annuellement une indemnité de 20 euros par hectare de surface de forêt admissible pour toute parcelle de forêt admissible visée par l'article 8, 2° ou par l'article 8, 3°, jusqu'à et y compris l'année de la désignation du site reprenant la parcelle, si, pour cette dernière année, l'arrêté de désignation a été publié au *Moniteur belge* après le 1^{er} janvier.

§ 2. En application de l'article 23, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, un gestionnaire privé reçoit annuellement une indemnité de 40 euros par hectare de forêt admissible visée par l'article 8, 1° et 3°, dont l'arrêté de désignation est adopté et publié au *Moniteur belge* au plus tard le 1^{er} janvier de l'année considérée.

CHAPITRE IV. — *Subventions à la restauration ainsi qu'à la gestion des milieux ouverts*

Art. 10. § 1^{er}. En application de l'article 28, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, la collecte des demandes de soutien est réalisée au moyen d'appels à projets.

La date d'introduction de la demande de soutien détermine la période de sélection visée au paragraphe 3 à laquelle le dossier est attaché.

En application de l'article 28, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, les critères de sélection des appels à projets pour la mise en œuvre de la mesure 7.6 du programme wallon de développement rural « Restauration et entretien du patrimoine naturel » sont définis en annexe 5.

Le demandeur dépose une seule demande de soutien par période de sélection.

§ 2. En cas d'insuffisance de fonds pour une période de sélection, le budget est attribué aux dossiers dans l'ordre de la liste établie en fonction de leur cotation, de la plus élevée à la plus basse et en cas d'égalité dans les cotations, en fonction de la date d'introduction.

Cette liste est établie pour chaque période de sélection.

§ 3. Les périodes de sélection visées au paragraphe 1^{er} vont du 1^{er} janvier au 31 mars, du 1^{er} avril au 30 juin, du 1^{er} juillet au 30 septembre et du 1^{er} octobre au 31 décembre.

§ 4. Suite à l'appel à projets visé au paragraphe 1^{er}, toute demande de soutien est introduite au moyen d'un formulaire électronique disponible via le site <http://www.wallonie.be/fr/formulaire/formalite-list/#theme=319>

Pour introduire sa demande, le bénéficiaire peut solliciter l'accompagnement d'un expert visé à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques.

§ 5. Sont annexés au formulaire visé au paragraphe 4 :

1° a) i) soit, si les travaux sont réalisés par le demandeur, un devis estimatif des travaux envisagés du demandeur et minimum deux devis estimatifs des travaux envisagés fournis par des entreprises;

ii) soit, si les travaux sont réalisés par une entreprise, trois devis estimatifs des travaux envisagés fournis par des entreprises;

iii) si le nombre de devis requis aux i) et ii) ne peut être obtenu, les pièces justificatives de la mise en concurrence de différentes entreprises;

b) un justificatif du choix du devis choisi s'il s'agit d'un autre motif que le moindre coût.

2° un cahier des charges ou note technique décrivant les travaux à réaliser;

3° un extrait du plan cadastral où le périmètre précis faisant l'objet de la demande de soutien est délimité par une fine ligne rouge;

4° un extrait de la carte IGN au 1/10 000^e où la zone concernée est identifiée en rouge;

5° une copie de la matrice cadastrale concernée ou de tout autre document de nature à établir la propriété et la ou les superficies de la ou des parcelles concernées;

6° le cas échéant, un mandat dûment signé par le ou les propriétaires ou le ou les gestionnaires concernés;

7° le cas échéant, un formulaire de demande d'un numéro d'identification conformément au chapitre 2 de l'arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis;

8° le cas échéant, une copie de compromis de vente du terrain comprenant les coordonnées du vendeur, de l'acquéreur et du notaire, accompagnée d'une estimation de la valeur du terrain établie par un notaire ou par le Comité d'acquisition des immeubles;

9° la lettre d'engagement à respecter les conditions déterminées, en fonction de la catégorie et du type de travaux de restauration prévu.

§ 6. Un accusé de réception est adressé au demandeur dans le mois de l'introduction de la demande.

Le traitement du dossier prend fin au plus tard le dernier jour de la période de sélection suivante.

Art. 11. § 1^{er}. En application de l'article 28, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, pour procéder à la sélection des demandes de soutien, l'organisme payeur ou son délégué examine les critères de sélection repris en annexe 5.

§ 2. La cote attribuée au demandeur est de maximum quatre points par critère de sélection en fonction de la pertinence du dossier par rapport aux différents critères analysés par l'organisme payeur ou par son délégué.

La cotation minimale à atteindre pour obtenir une aide à l'investissement est de vingt-six points dont au moins trois points sont octroyés au critère 13 de l'annexe 5.

Art. 12. L'organisme payeur ou son délégué notifie la décision au demandeur dans les soixante jours à partir de la date de la sélection du dossier à la suite de l'appel à projets visé à l'article 10.

Les travaux peuvent débuter dès réception de l'accusé de réception visé à l'article 10, § 6, alinéa 1^{er}, et, le cas échéant, après l'obtention des autorisations ou permis nécessaires à la réalisation des travaux.

Art. 13. Le délégué du Ministre visé à l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 est le directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts sur le territoire de laquelle les travaux de restauration doivent être effectués.

Art. 14. En application de l'article 34, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, le bénéficiaire d'une subvention à la restauration ou à l'entretien maintient la parcelle dans les conditions fixées dans l'arrêté de subvention pendant la période suivante :

1° 5 ans pour une demande d'entretien sans restauration préalable;

2° 15 ans pour la restauration des pelouses ou des landes;

3° 30 ans après exploitation anticipée de résineux pour préserver le caractère ouvert grâce au débroussaillage, au pâturage ou au fauchage régulier ou pour la régénération naturelle ou la replantation des essences feuillues indigènes en station;

4° 30 ans pour les autres travaux de restauration si les habitats et les espèces visés sont prioritaires ou 15 ans si les habitats ou les espèces visés sont non prioritaires.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 15. Le présent arrêté s'applique à toutes les demandes d'aide en cours au moment de son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sont soumises aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale :

1° les demandes d'aide ou les demandes de paiement introduites avant l'année 2016;

2° les demandes de paiement qui visent l'attribution d'une tranche annuelle couvrant une période antérieure à l'année 2016;

3° les demandes de soutien relatives aux subventions à la restauration et à l'entretien visées au chapitre 5 approuvées par l'organisme payeur ou son délégué avant l'année 2016.

Namur, le 14 juillet 2016.

R. COLLIN

Annexe 1^{re}. — Classe de productivité d'un peuplement d'épicéas

Classe Age	1	1.5	2	2.5	3	3.5	4	4.5	5	5.5	6
15											
20											
25	19.8	18.8	17.7	16.6	15.5	14.4	13.4	12.3	11.2		
30	22.2	21.0	19.8	18.7	17.5	16.3	15.1	13.9	12.8		
35	24.5	23.2	21.9	20.6	19.3	18.1	16.8	15.5	14.2		
40	26.5	25.1	23.8	22.4	21.0	19.7	18.3	17.0	15.6		
45	28.4	26.9	25.5	24.0	22.6	21.2	19.7	18.3	16.9	15.4	14
50	30.0	28.5	27.0	25.5	24.0	22.5	21.0	19.5	18.0	16.5	15
55	31.4	29.9	28.3	26.8	25.2	23.7	22.1	20.6	19.0	17.5	15.9
60	32.7	31.1	29.5	27.9	26.3	24.7	23.1	21.5	19.9	18.3	16.7
65	33.7	32.1	30.4	28.8	27.2	25.5	23.9	22.3	20.6	19.0	17.4
70	34.6	32.9	31.3	29.6	27.9	26.3	24.6	22.9	21.3	19.6	17.9
75	35.3	33.6	31.9	30.2	28.5	26.9	25.2	23.5	21.8	20.1	18.4
80	35.9	34.2	32.5	30.8	29.0	27.3	25.6	23.9	22.2	20.5	18.8
85	36.3	34.6	32.9	31.2	29.5	27.7	26.0	24.3	22.6	20.8	19.1
90	36.7	35.0	33.2	31.5	29.8	28.0	26.3	24.6	22.8	21.1	19.4
95			33.5	31.8	30.0	28.3	26.5	24.8	23.1	21.3	19.6
100			33.7	32.0	30.2	28.5	26.7	25.0	23.2	21.5	19.7
105			33.8	32.1	30.3	28.6	26.8	25.1	23.3	21.6	19.8

Les données du tableau sont les hauteurs en mètres données en fonction de la l'âge et de la classe de productivité

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale.

Namur, le 14 juillet 2016.

R. COLLIN

Annexe 2. — Réductions à appliquer aux indemnités et aux subventions supplémentaires visées aux chapitres 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 en cas de non respect des exigences visées à l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté précité

Législation	Article	Intitulé	Gravité	Etendue	Durée
MG	art. 3, 5°	Labour à moins d'un mètre des berges des fossés	2 (vu l'impact sur milieu cours d'eau et espèces)	1 2	1 2
MG	art. 3, 6° - 4, 1°	Labour de prairies permanentes	1 (si prairie en UG 5) 2 (UG 2-3-4)	1 2	1 2
MG	art. 4, 2°	Création de drains et fossés	1 (en UG 5, 10, 11) 2 (en UG1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9)	2	1 2

Législation	Article	Intitulé	Gravité	Etendue	Durée
MG	art. 4, 3°	Accès du bétail aux cours d'eau et plans d'eau	2 (vu l'impact sur milieu cours d'eau et espèces)	2	1 2
MG	art. 4, 4°	Herbicides hors cultures et forêts	2 (l'usage d'herbicides hors plan de lutte autorisé ne garantit plus la présence de l'habitat qui justifiait l'UG)	1 2	1 2
MG	art. 4, 9°	Amendement et engrais à moins de 12 mètres des cours d'eau et plans d'eau	2 (vu l'impact sur milieu cours d'eau et espèces)	1 2	1 2
MG	art. 5, § 2, 2°	Entretien de drains et fossés	1 (en UG 5, 10, 11) 2 (en UG 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9)	1 2	1 2
MG	art. 5, § 2, 3°	Hébergement de groupe temporaire	1 (en UG 5, 10, 11) 2 (en UG 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9)	1 2	1 2
MP	art. 3, 3°, b) - 4, 3°, b) - 5, § 1 ^{er} , 3° - 6, 3° - 7	Plantation ou replantation d'arbres ou d'arbustes hors forêt	1 (en UG 5) 2 (en UG 2, 3, 4)	1 2	1 2
MP	art. 4, 2 - 5, § 1 ^{er} , 2°, e)	Affouragement du bétail	1 (en UG 5) 2 (en UG 2, 3, 4)	2	1 2
MP	art. 4, 1°, a) - 8, 1°, b) - 9, 1°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, a) - 12, a)	Stockage et épandage d'amendements et engrais en UG 2 et en forêt	1 en forêt 2 en UG 2	1 2	1 2
MP	art. 4, 1°, b) - 4, 3°, a) - 5, § 1 ^{er} , 2°, b)	Sursemis en prairies	1 (en UG 5) 2 (en UG 2, 3, 4)	1 2	1 2
MP	art. 4, 1°, c)	Pâturage et fauche du 01/11 au 15/06 en UG 2	2	1 2	1 2
MP	art. 4, 1°, e) - 5, § 1 ^{er} , 2°, c)	Fauche sans maintien de 5 % en bande refuge	1 (en UG 5) 2 (en UG 2, 3, 4)	1 2	1 2
MP	art. 5, § 1 ^{er} , 1°, a)	Utilisation des engrais minéraux en UG 3	2	1 2	1 2
MP	art. 5, § 1 ^{er} , 1°, b)	Pâturage et fauche du 01/11 au 15/06 en UG 3 sauf plan de gestion	2	1 2	1 2
MP	art. 5, § 1 ^{er} , 2°, a)	Apports d'engrais organiques du 15/08 au 15/06 en UG 3 sauf plan de gestion	2	1 2	1 2
MP	art. 6, 1°, a)	Fertilisation, amendement, affouragement, stockage en UG 4	2	1 2	1 2
MP	art. 6, 1°, b)	Pâturage et fauche du 01/11 au 15/07 en UG 4	2	1 2	1 2
MP	art. 6, 2°, a)	Conversion d'UG 4 en culture	2	1 2	1 2
MP	art. 6, 2°, b)	Travail du sol en UG 4	2	1 2	1 2

Mesures principalement forestières

Législation	Article	Intitulé			
MG	art. 2	Maintien d'îlots de conservation	1 2	1 2	1 2

Législation	Article	Intitulé			
MG	art. 3, 1°	Résineux à moins de 12 mètres des cours d'eau et plans d'eau	2	1 (résineux entre 9 et 12 m) 2 (résineux entre 0 et 9 m)	1 2
MG	art. 3, 2°	Maintien de 2 arbres morts par ha	1 (> 90 % des arbres morts requis) 2 (< 90 % des arbres morts requis)	0 (sans objet)	1 2
MG	art. 3, 3°	Maintien d'un arbre d'intérêt biologique par 2 ha	1 (> 90 % des arbres IB requis) 2 (< 90 % des arbres IB requis)	0 (sans objet)	1 2
MG	art. 3, 4°	Maintien de lisières externes étagées de 10 mètres	1 (4 gros bois maximum en moyenne) 2 (> 4)	1 2	1 2
MG	art. 4, 6°	Destruction de la végétation au sol et abattage en forêt admissible du 01/04 au 30/06	2	1 2	1 2
MG	art. 4, 7°	Coupe de cordons rivulaires supérieure à 30 %/10 ans	2	1 2	1 2
MG	art. 4, 8°	Coupe à blanc de peuplements feuillus d'essences indigènes	2	12	12
MG	art. 5, § 2, 1°	Gagnages artificiels et cultures à gibier	1 2 (en UG 2, 3, 4)	1 2	1 2
MP	art. 8, 1°, d) - 9, 1°, d) - 10, 2°, d) - 11, 2°, b) - 12, b)	Gagnages avec travail du sol	1 (UG 10) 2 (UG 6, 7, 8, 9)	1 2	1 2
MP	art. 8, 2° - 8, 3°	Coupe d'arbres d'essence indigène en UG 6	2	1 2	1 2
MP	art. 9, 2°, a)	Coupes à blanc en UG 7	2	1 2	1 2
MP	art. 9, 2°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, b)	Dessouchage et destruction des rémanents	2	1 2	1 2

Mesures de subvention supplémentaire non agricole

Législation	Article	Intitulé	Gravité	Etendue	Durée
AGW Indemnités-subventions	art. 25	> 3 % IC (maximum 10 %)	1	1 (le % supplémentaire atteint minimum 50 % de celui déclaré) 2 (le % supplémentaire est inférieur à 50 % de celui déclaré)	1 2
AGW Indemnités-subventions	art. 25	> 10 m lisières (maximum 20 m)	1	1 (le % supplémentaire atteint minimum 50 % de celui déclaré) 2 (le % supplémentaire est inférieur à 50 % de celui déclaré)	1 2

Mesures des milieux humides, aquatiques, et autres mesures

Législation	Art.	Intitulé	Gravité	Etendue	Durée
MP	art. 3, 1°, b)	Remblaiement des milieux humides ou aquatiques	2	1 2	1 2
MP	art. 3, 2°, b)	Introduction de poissons dans les plans d'eau	2	1 2	1 2
MP	art. 3, 3°, a) - 13	Curage et entretien des cours d'eau	1 2	1 2	1 2
MG	art. 4, 5°	Entretien de la végétation des bords de voiries du 15/03 au 31/07	-	-	-
MG	art. 5, § 1 ^{er} , 1°	Activités soumises à permis d'environnement	12	12	12
MG	art. 5, § 1 ^{er} , 2°	Activités soumises à déclaration urbanistique	1 2	1 2	1 2
MP	art. 14	Fauche, débroussaillage ou gyrobroyage en UG S2	2	1 2	1 2

Législation	Art.	Intitulé	Gravité	Etendue	Durée
MP	art. 3, 1 ^o , a) - 4, 1 ^o , d) - 5, § 1 ^{er} , 2 ^o , d) - 8, 1 ^o , c) - 9, 1 ^o , c) - 10, 1 ^o	Modifications du relief du sol	1	1	1
			2	2	2
MP	art. 3, 2 ^o , a) - 8, 1 ^o , a) - 9, 1 ^o , a) - 10, 2 ^o , a) - 11, 2 ^o , a)	Transformation ou enrichissement par des essences non-indigènes	1 (UG 9)	1	1
			2 (UG 1, UG 6, UG 7, UG 8)	2	2

MG : Mesures générales en référence à l'A.G.W. du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000)

MP : Mesures particulières en référence à l'A.G.W. du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées

au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables

Critère	Valeurs	Description
Gravité	1	Impact limité
	2	Impact conséquent
Etendue	1	< 50 %
	2	> 50 %
Durée	1	Infraction ponctuelle
	2	Infraction continue

Gravité	Etendue	Durée	Code global
1	0	1	1
1	1	1	1
1	2	1	2
1	0	2	2
1	1	2	3
1	2	2	3
2	0	1	3
2	1	1	3
2	2	1	4
2	0	2	4
2	1	2	4

Code	Réduction
1	Avertissement
2	- 10 %
3	- 50 %
4	- 100 %

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale.

Namur, le 14 juillet 2016.

R. COLLIN

Annexe 3. — Réduction des subventions à la restauration ou à l'entretien visées au chapitre 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 pour la non-exécution ou pour l'exécution partielle des exigences visées à l'article 8, § 2, de l'arrêté précité

Respect des obligations d'information et de publicité Respect : pas de réduction

Non respect :

→ 1^{er} contrôle : avertissement

→ x^e contrôle : réduction égale à dix pour cent multiplié par le montant de la subvention.

Restauration de pelouses et landes

Actes	Résultat de contrôle	Réduction
Respect du cahier des charges (si présent et joint au dossier)	OK KO	Aucune 10 % du montant de la subvention si l'impact est limité sur l'atteinte des objectifs des travaux 100 % du montant de la subvention si l'impact est conséquent sur l'atteinte des objectifs des travaux
Surface mesurée (déboisement/débroussaillage)	OK	Aucune (différence entre surface déclarée et surface mesurée < 3 %)
	KO	différence constatée (différence entre surface déclarée et surface mesurée > 3 %)
Gestion par débroussaillage, fauche ou pâturage extensif (programme approuvé par l'Administration)	OK KO	Aucune 10 % du montant de la subvention (impact limité sur l'atteinte des objectifs des travaux) 100 % du montant de la subvention (impact conséquent sur l'atteinte des objectifs des travaux)
Respect des clauses techniques pour la pose de clôtures	OK KO	Aucune 10 % du montant de la subvention (impact limité sur l'atteinte des objectifs des travaux) 100 % du montant de la subvention (impact conséquent sur l'atteinte des objectifs des travaux)
Longueur des clôtures	OK	Aucune
	KO	différence constatée
Respect des clauses techniques pour l'installation des abris de moutons	OK	Aucune 10 % du montant de la subvention (impact limité sur l'atteinte des objectifs des travaux)
	KO	100 % du montant de la subvention (impact conséquent sur l'atteinte des objectifs des travaux)
Présence de minimum 1 Abri/5 ha	OK	Aucune
	KO	nombre d'abris manquants 50 % du montant de la subvention

Exploitation anticipée de résineux

Actes	Résultat du contrôle	Réduction
Respect du cahier des charges (si présent et joint au dossier)	OK KO	Aucune 10 % du montant de la subvention (impact limité sur l'atteinte des objectifs des travaux) 100 % du montant de la subvention (impact conséquent sur l'atteinte des objectifs des travaux)
Surface mesurée	OK	aucune (différence entre surface déclarée et surface mesurée < 3 %)
	KO	différence constatée (différence entre surface déclarée et surface mesurée > 3 %)
<i>Si maintien du caractère ouvert</i>		
Débroussaillage, pâturage ou fauchage	OK KO	Aucune 10 % du montant de la subvention (impact limité sur l'atteinte des objectifs des travaux) 100 % du montant de la subvention (impact conséquent sur l'atteinte des objectifs des travaux)
<i>Sans maintien du caractère ouvert</i>		
plantation des essences feuillues indigènes en station OU régénération naturelle de feuillues indigènes	OK KO	Aucune 10 % du montant de la subvention (impact limité sur l'atteinte des objectifs des travaux) 100 % du montant de la subvention (impact conséquent sur l'atteinte des objectifs des travaux)
Respect du cahier des charges si utilisation d'engins chenillés	OK KO	Aucune 10 % du montant de la subvention (impact limité sur l'atteinte des objectifs des travaux) 100 % du montant de la subvention (impact conséquent sur l'atteinte des objectifs des travaux)
<i>Drains (drains inopérants)</i>		

Actes	Résultat du contrôle	Réduction
Respect du cahier des charges Si absence de cahier des charges, • drains inopérants (<i>drains remplis de terres</i>) • Drains inopérants (<i>bouchons réguliers</i>)	OK KO	Aucune 10 % du montant de la subvention (impact limité sur l'atteinte des objectifs des travaux) 100 % du montant de la subvention (impact conséquent sur l'atteinte des objectifs des travaux)

Autres travaux de restauration

Actes	Résultat de contrôle	Réduction
Respect du cahier des charges	OK KO	Aucune 10 % du montant de la subvention (impact limité sur l'atteinte des objectifs des travaux) 100 % du montant de la subvention (impact conséquent sur l'atteinte des objectifs des travaux)

Entretien des milieux ouverts

Actes	Résultat de contrôle	Réduction
Respect du cahier des charges	OK KO	Aucune 10 % du montant de la subvention (impact limité sur l'atteinte des objectifs des travaux) 100 % du montant de la subvention (impact conséquent sur l'atteinte des objectifs des travaux)

Acquisition de terrain

Actes	Résultat de contrôle	Réduction
Acte d'acquisition ou tout autre document permettant d'établir la propriété	OK KO	Aucune 1 ^{er} contrôle Avertissement (<i>dans ce cas, un 2^{ème} contrôle est effectué dans un délai de 21 jours par l'organisme payeur ou l'organisme délégué de celui-ci</i>) 2 ^e contrôle : pénalité égale à 100 % du montant de la subvention
<i>Acte d'acquisition ou tout autre document permettant d'établir la propriété est conforme à l'arrêté de subvention</i>	OK KO	Aucune Pénalité égale à 100 % du montant de la subvention

Application du régime des réductions et exclusions « ex-post »

Les investissements réalisés dans le cadre d'un projet de restauration/gestion/acquisition sont susceptibles d'être soumis aux contrôles ex post pendant cinq années à partir de la date de notification au demandeur du calcul du montant de la subvention.

Ces contrôles portent sur la pérennité (présence continue) de l'investissement. Les réductions encourues sont reprises dans le tableau ci-dessous, étant entendu qu'il s'agit d'actes intentionnels.

Pérennité	Réduction
Aucun investissement manquant	aucune
0-50 % investissement(s) manquant(s)	recouvrement du montant de la subvention à hauteur de proportion des investissements manquants + une pénalité égale à 25 % du montant de la subvention
50-100 % investissement(s) manquant(s)	recouvrement du montant de la subvention à hauteur de proportion des investissements manquants + une pénalité égale à 50 % du montant de la subvention
Aucun(s) investissement(s) présent(s)	recouvrement du montant de la subvention + une pénalité égale à 100 % du montant de la subvention

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale.

Namur, le 14 juillet 2016.

Annexe 4. — Réduction des indemnités lorsque les mesures de conservation reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 ou dans un arrêté de désignation sont levées par un permis

Législation	Article	Intitulé	Impact d'un avis favorable sur l'indemnité
MG	art. 3, 5°	Labour à moins d'un mètre des berges des fossés	Sans objet.
MG	art. 3, 6° - 4, 1°	Labour de prairies permanentes	L'indemnité est supprimée sur la surface considérée puisque la prairie n'existe plus. Si la prairie existe encore mais changement d'UG, les indemnités seront ajustées (ex : passage en UG 5) Si une autorisation est accordée pour une durée donnée, l'aide est supprimée pendant cette durée. L'aide sera celle de l'UG 5 la première année de remise et celle de l'UG restaurée (UG 2-3-4) dès l'année 2
MG	art. 4, 2°	Création de drains et fossés	Sans objet
MG	art. 4, 3°	Accès du bétail aux cours d'eau et plans d'eau	Sans objet
MG	art. 4, 4°	Herbicides hors cultures et forêts	L'indemnité est supprimée sur la surface considérée car l'usage d'herbicides hors plan de lutte autorisé ne garantit plus la présence de l'habitat qui justifiait l'UG et donc l'indemnité
MG	art. 4, 9°	Amendement et engrais à moins de 12 mètres des cours d'eau et plans d'eau	Sans objet
MG	art. 5, § 2, 2°	Entretien de drains et fossés	Sans objet
MG	art. 5, § 2, 3°	Hébergement de groupe temporaire	Sans objet
MP	art. 3, 3°, b) - 4, 3°, b) - 5, § 1 ^{er} , 3° - 6, 3° - 7	Plantation ou replantation d'arbres ou d'arbustes hors forêt	Sans objet
MP	art. 4, 2 - 5, § 1 ^{er} , 2°, e)	Affouragement du bétail	Sans objet
MP	art. 4, 1°, a) - 8, 1°, b) - 9, 1°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, a) - 12, a)	Stockage et épandage d'amendements et engrais en UG 2 et en forêt	En UG 2, suppression sur la surface considérée de la partie de l'indemnité relative à la limitation d'intrants, soit 240 EUR/ha En UG forestière : sans objet
MP	art. 4, 1°, b) - 4, 3°, a) - 5, § 1 ^{er} , 2°, b)	Sursemis en prairies	Sans objet
MP	art. 4, 1°, c)	Pâturage et fauche du 01/11 au 15/06 en UG 2	Suppression sur la surface considérée de la partie de l'indemnité relative à la limitation d'usage, soit 200 EUR/ha
MP	art. 4, 1°, e) - 5, § 1 ^{er} , 2°, c)	Fauche sans maintien de 5 % en bande refuge	Suppression sur la surface considérée de la partie de l'indemnité relative à la limitation d'usage, soit 200 EUR/ha
MP	art. 5, § 1 ^{er} , 1°, a)	Utilisation des engrais minéraux en UG 3	Suppression sur la surface considérée de la partie de l'indemnité relative à la limitation d'intrants, soit 240 EUR/ha.
MP	art. 5, § 1 ^{er} , 1°, b)	Pâturage et fauche du 01/11 au 15/06 en UG 3 sauf plan de gestion	Suppression sur la surface considérée de la partie de l'indemnité relative à la limitation d'usage, soit 200 EUR/ha
MP	art. 5, § 1 ^{er} , 2°, a)	Apports d'engrais organiques du 15/08 au 15/06 en UG 3 sauf plan de gestion	Suppression sur la surface considérée de la partie de l'indemnité relative à la limitation d'intrants, soit 240 EUR/ha.
MP	art. 6, 1°, a)	Fertilisation, amendement, affouragement, stockage en UG 4	Suppression sur la surface considérée de la partie de l'indemnité relative à la limitation d'intrants, soit 240 EUR/ha.
MP	art. 6, 1°, b)	Pâturage et fauche du 01/11 au 15/07 en UG 4	Suppression sur la surface considérée de la partie de l'indemnité relative à la limitation d'usage, soit 200 EUR/ha
MP	art. 6, 2°, a)	Conversion d'UG 4 en culture	L'indemnité est supprimée sur la surface considérée puisque la bande extensive n'existe plus
MP	art. 6, 2°, b)	Travail du sol en UG 4	L'indemnité est supprimée sur la surface considérée puisque la bande extensive n'existe plus

Mesures principalement forestières

Législation	Article	Intitulé	Effet d'un avis favorable sur compensation
MG	art. 2	Maintien d'îlots de conservation	Suppression sur la propriété entière de l'indemnité relative aux îlots de conservation, soit 11,94 EUR/ha. En effet, le PDR estime la perte liée à cette mesure à 12,90 EUR/ha. Par ailleurs, il estime la perte globale liée aux mesures forestières à 43,21 EUR/ha mais fixe l'indemnité à 40 EUR/ha
MG	art. 3, 1°	Résineux à moins de 12 mètres des cours d'eau et plans d'eau	Réduction des indemnités totales perçues par le gestionnaire en se basant sur l'estimation des manques à gagner présentée dans le PDR pour les surfaces considérées (bandes de 12 mètres de large) soit 71,41 EUR/ha
MG	art. 3, 2°	Maintien de 2 arbres morts par ha	Suppression sur la propriété entière de la partie de l'indemnité relative au maintien d'arbres morts, soit 4,98 EUR/ha. En effet, le PDR estime la perte liée à cette mesure à 5,38 EUR/ha. Par ailleurs, il estime la perte globale liée aux mesures forestières à 43,21 EUR/ha mais fixe l'indemnité à 40 EUR/ha
MG	art. 3, 3°	Maintien d'un arbre d'intérêt biologique par 2 ha	Suppression sur la propriété entière de la partie de l'indemnité relative au maintien d'arbres d'intérêt biologique, soit 2,49 EUR/ha. En effet, le PDR estime la perte liée à cette mesure à 2,69 EUR/ha. Par ailleurs, il estime la perte globale liée aux mesures forestières à 43,21 EUR/ha mais fixe l'indemnité à 40 EUR/ha
MG	art. 3, 4°	Maintien de lisières externes étagées de 10 mètres	Réduction des indemnités totales perçues par le gestionnaire en se basant sur l'estimation des manques à gagner présentée dans le PDR pour les surfaces considérées (bandes de 10 mètres de large) soit 143 EUR/ha
MG	art. 4, 6°	Destruction de la végétation au sol et abattage en forêt admissible du 01/04 au 30/06	Sans objet
MG	art. 4, 7°	Coupe de cordons rivulaires supérieure à 30 %/10 ans	Sans objet
MG	art. 4, 8°	Coupe à blanc de peuplements feuillus d'essences indigènes	Suppression sur la surface considérée de l'indemnité forestière (40 EUR/ha) pour une période de 30 ans. En cas de dérogation, le montant serait ramené à 18,61 EUR/ha pendant 30 ans (sur base de l'estimation PDR). En effet, le PDR estime la perte liée à cette mesure à 20,10 EUR/ha. Par ailleurs, il estime la perte globale liée aux mesures forestières à 43,21 EUR/ha mais fixe l'indemnité à 40 EUR/ha
MG	art. 5, § 2, 1°	Gagnages artificiels et cultures à gibier	Sans objet
MP	art. 8, 1°, d) - 9, 1°, d) - 10, 2°, d) - 11, 2°, b) - 12, b)	Gagnages avec travail du sol	Sans objet
MP	art. 8, 2° - 8, 3°	Coupe d'arbres d'essence indigène en UG 6	Suppression sur la surface considérée de l'indemnité forestière (40 EUR/ha) pour une période de 30 ans. En cas de dérogation, le montant serait ramené à 18,61 EUR/ha (sur base de l'estimation PDR). En effet, le PDR estime la perte liée à cette mesure à 20,10 EUR/ha. Par ailleurs, il estime la perte globale liée aux mesures forestières à 43,21 EUR/ha mais fixe l'indemnité à 40 EUR/ha
MP	art. 9, 2°, a)	Coupes à blanc en UG 7	Suppression sur la surface considérée de l'indemnité forestière (40 EUR/ha) pour une période de 30 ans. En cas de dérogation, le montant serait ramené à 18,61 EUR/ha (sur base de l'estimation PDR). En effet, le PDR estime la perte liée à cette mesure à 20,10 EUR/ha. Par ailleurs, il estime la perte globale liée aux mesures forestières à 43,21 EUR/ha mais fixe l'indemnité à 40 EUR/ha
MP	art. 9, 2°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, b)	Dessouchage et destruction des rémanents	Sans objet

Mesure des milieux humides, aquatiques, et autres mesures

Législation	Art.	Intitulé	Effet d'un avis favorable sur compensation
MP	art. 3, 1°, b)	Remblaiement des milieux humides ou aquatiques	L'indemnité est supprimée sur la surface considérée.
MP	art. 3, 2°, b)	Introduction de poissons dans les plans d'eau	Sans objet
MP	art. 3, 3°, a) - 13	Curage et entretien des cours d'eau	Sans objet
MG	art. 4, 5°	Entretien de la végétation des bords de voiries du 15/03 au 31/07	Sans objet
MG	art. 5, § 1 ^{er} , 1°	Activités soumises à permis d'environnement	Sans objet
MG	art. 5, § 1 ^{er} , 2°	Activités soumises à déclaration urbanistique	Sans objet
MP	art. 14	Fauche, débroussaillage ou gyrobroyage en UG S2	Sans objet
MP	art. 3, 1°, a) - 4, 1°, d) - 5, § 1 ^{er} , 2°, d) - 8, 1°, c) - 9, 1°, c) - 10, 1°	Modifications du relief du sol	L'indemnité est supprimée sur la surface considérée
MP	art. 3, 2°, a) - 8, 1°, a) - 9, 1°, a) - 10, 2°, a) - 11, 2°, a)	Transformation ou enrichissement par des essences non-indigènes	Suppression sur la parcelle considérée de la partie de l'indemnité relative au manque à gagner pour interdiction de changement d'affectation des habitats d'IC ou habitats d'espèces, soit 18,61 EUR/ha. En effet, le PDR estime la perte liée à cette mesure à 20,10 EUR/ha. Par ailleurs, il estime la perte globale liée aux mesures forestières à 43,21 EUR/ha mais fixe l'indemnité à 40 EUR/ha

MG : Mesure générale en référence à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000.

MP : Mesure particulière en référence à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale.

Namur, le 14 juillet 2016.

R. COLLIN

Annexe 5. — Critères de sélection des appels à projets pour la mise en œuvre de la mesure 7.6 du programme wallon de développement rural « Restauration et entretien du patrimoine naturel »

Critères de sélection	Cote maximale du critère
1. Statut d'habitats naturels et d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire (prioritaire ou non)	4
2. Evolution probable du terrain à restaurer au cas où aucune restauration n'aurait lieu (soit la non-restauration conduit à une évolution vers un autre habitat +/- équivalent, soit vers un habitat de qualité nettement moindre)	4
3. Plusieurs HIC ou EIC visés par le projet - restaurer plusieurs habitats en même temps (diversification, notion de mosaïque)	4
4. « Effets collatéraux » sur des espèces non Natura, mais protégées, rares ou sensibles, ou sur des habitats d'intérêt patrimonial	4
5. Impacts sur d'autres fonctions écosystémiques (protection des eaux, sols, etc.)	4
6. Proximité avec une zone protégée (réserve naturelle agréée (RNA), réserve naturelle domaniale (RND), CSIS, ZHIB,...)	4
7. Impact de l'intensité d'utilisation des terrains avoisinants (cultures de maïs, prairies pâturées intensives ou prés de fauche maigre, zone d'habitat, zoning industriel, grand axe routier, etc.) en vue d'évaluer le degré de perturbation/dérangement futur des habitats à restaurer. Impacts sur les espèces sensibles	4
8. Taille du projet - privilégier les projets dont la taille est appropriée en fonction du type d'habitat	4

Critères de sélection	Cote maximale du critère
9. Statut de l'état de conservation FV, U 1 ou U 2 (caractère urgent) restauration - entretien - achat de terrain	4
10. Prévisibilité de la garantie de succès des travaux (contrat ou plan de gestion, cahier des charges, plan de secteur, permis ou autres contraintes urbanistiques,...)	4
11. Efficience des travaux (impacts cumulés, notion de maillage et de réseau, et coûts des travaux/bénéfices en termes de biodiversité)	4
12. Maîtrise et garantie foncière (propriétaire et/ou gestionnaire et/ou bail et/ou convention de gestion nature)	4
13. Efficacité par rapport à la restauration visée d'HIC ou EIC	4

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale.

Namur, le 14 juillet 2016.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/204494]

14. JULI 2016 — Ministerialerlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 280 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur

Der Minister für Natur,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Unterstützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsregeln zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242, D.243, D.249;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur in seiner durch das Dekret vom 22. Dezember 2010 zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, was die Umsetzung der Natura 2000-Regelung betrifft, abgeänderten Fassung, Artikel 31, 36 und 37;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, Artikel 1 Ziffer 14, 9 § 2 Absatz 1, 15 § 3 Absatz 2 und § 4, 16 § 2 Absatz 2 bis 4, 20 Absatz 2 und 3, 22, 23, 28 § 2 Absatz 1, 33 und 34;

Aufgrund des am 7. Dezember 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 10. Dezember 2015 erklärten Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 10. Dezember 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 17. Dezember 2015;

Aufgrund des am 12. Januar 2016 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen hohen Rates für die Erhaltung der Natur ("Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature");

Aufgrund des am 6. April 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59.032/4 des Staatsrats vom 6. April 2016;

In der Erwägung, dass die Kommission durch ihre Entscheidung C(2015) 5117 vom 20. Juli 2015 das wallonische Programm zur ländlichen Entwicklung für den Programmplanungszeitraum 2014-2020 genehmigt hat, und dass dieses Programm zu verwirklichen ist,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gemeinsame Bestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016" der Erlass der Wallonischen Regierung über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur.

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 1 Ziffer 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 zeigt die Tabelle in Anhang 1 die Produktivitätsklasse eines Fichtenbestands.

Art. 3 - In Anwendung von Artikel 9 § 2 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 wird der in Artikel 9 § 2 Absatz 1 des vorgenannten Erlasses erwähnte Beihilfeantrag spätestens an dem von der Zahlstelle oder ihrem Beauftragten festgesetzten Datum bei der Zahlstelle oder ihrem Beauftragten eingereicht.

Art. 4 - § 1 - In Anwendung von Artikel 15 § 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 zeigt die Tabelle in Anhang 2 die Kürzungen der in Kapitel 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 erwähnten Entschädigungen und ergänzenden Zuschüsse bei Nichtbeachtung der in Artikel 8 § 1 des vorgenannten Erlasses angeführten Anforderungen.

In Anwendung von Artikel 15 § 4 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 kann die Zahlstelle oder ihr Beauftragter eine höhere oder niedrigere Kürzungsstufe verkünden als diejenige, die in der Kürzungstabelle festgesetzt ist.

§ 2 - In Anwendung von Artikel 15 § 4 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 wird bei Wiederholung oder Fortbestehen der Regelwidrigkeit die Kürzung der Beihilfe verdoppelt.

§ 3 - Wenn für ein und dieselbe BE bzw. ein und dieselbe Parzelle mehrere Fälle von Nichtbeachtung der Anforderungen festgestellt werden, ist in Anwendung von Artikel 15 § 4 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 die größte Beihilfekürzung anzuwenden, die in diesem Fall verdoppelt wird.

Art. 5 - In Anwendung von Artikel 16 § 2 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 zeigt die Tabelle in Anhang 3 die Kürzungen der in Kapitel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 erwähnten Wiederherstellungs- oder Instandhaltungszuschüsse für die Nicht- oder Teilerfüllung der in Artikel 8 § 2 des vorgenannten Erlasses angeführten Anforderungen.

In Anwendung von Artikel 16 § 2 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 wird bei Wiederholung oder Fortbestehen der Regelwidrigkeit die Kürzung der Beihilfe verdoppelt.

Wenn für ein und dieselbe BE bzw. ein und dieselbe Parzelle mehrere Fälle von Nichtbeachtung der Anforderungen festgestellt werden, ist in Anwendung von Artikel 16 § 2 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 die größte Beihilfekürzung anzuwenden, die in diesem Fall verdoppelt wird.

Art. 6 - In Anwendung von Artikel 20 Absatz 3 und 23 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 zeigt die Tabelle in Anhang 4 die Kürzung der Entschädigungen, die angewandt werden, wenn die Erhaltungsmaßnahmen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011, im Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 oder in einem Bezeichnungserlass angeführt sind, durch eine Genehmigung aufgehoben werden.

KAPITEL II — *Landwirtschaftliche Entschädigung*

Art. 7 - § 1 - In Anwendung von Artikel 20 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 erhält ein Landwirt, der Grünland in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet bis zum Jahre dessen Bezeichnung einschließlich bewirtschaftet, eine jährliche Entschädigung von 100 Euro, wenn für dieses letzte Jahr der Bezeichnungserlass nach dem 1. Januar im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist.

§ 2 - In Anwendung von Artikel 20 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 erhält ein Landwirt, der eine in den unter die Bezeichnungserlässe vom 30. April 2009 fallenden Natura 2000-Gebieten gelegene landwirtschaftliche Parzelle bewirtschaftet, eine jährliche Entschädigung, die wie folgt festgelegt wird:

1° 100 Euro je Hektar für Grünlandflächen, für die der Bezeichnungserlass keine spezifische Einschränkung bezüglich der Düngung vorschreibt;

2° 200 Euro je Hektar für Grünlandflächen, für die der Bezeichnungserlass eine spezifische Einschränkung bezüglich der Düngung vorschreibt.

§ 3 - In Anwendung von Artikel 20 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 erhält ein Landwirt, der eine landwirtschaftliche Parzelle bewirtschaftet, die in einem Natura 2000-Gebiet liegt, dessen Bezeichnungserlass spätestens am 1. Januar des berücksichtigten Jahres verabschiedet und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird, eine jährliche Entschädigung, die wie folgt festgelegt wird:

1° 100 Euro je Hektar für Grünlandflächen, die in einer BE5 im Sinne von Artikel 2 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 liegen;

2° 21,60 Euro je Abschnitt von zwanzig Metern "extensive Streifen", der in einer BE 4 im Sinne von Artikel 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 liegt;

3° 440 Euro je Hektar für Grünlandflächen, die in einer BE 2, BE 3 und BE temp 1 und temp 2 im Sinne von Artikel 2 Ziffer 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 liegen.

KAPITEL III — Nicht landwirtschaftliche Entschädigung

Art. 8 - In Anwendung von Artikel 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 sind die Waldflächen, die Gegenstand der nicht landwirtschaftlichen Entschädigung sein können, die Waldflächen, die sich innerhalb der folgenden Gebiete befinden:

1° BE 6, 7, 8, 9 im Sinne von Artikel 2 Ziffer 6 bis 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011, BE temp 1 und 3 im Sinne von Artikel 2 Ziffer 14 und 16 des vorgenannten Erlasses sowie alle anderen Bewirtschaftungseinheiten, wenn sie als Nebengelände des Waldes im Sinne von Artikel 1 Ziffer 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 betrachtet werden, mit Ausnahme der exotischen Anpflanzungen, die innerhalb einer BE 10 im Sinne von Artikel 2 Ziffer 10 des vorgenannten Erlasses kartographisch erfasst sind;

2° um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierendes Gebiet, mit Ausnahme der Parzellen, die aus Nadelbäumen über eine Fläche von mehr als zehn Ar an einem Stück bestehen;

3° Natura 2000-Gebiet oder um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierendes Gebiet, das zudem nach der in Übereinstimmung mit Artikel 36 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 ausgestellten Konformitätsbescheinigung der Zahlstelle oder ihres Beauftragten als Fläche beihilfefähigen Waldes gilt.

Art. 9 - § 1 - In Anwendung von Artikel 23 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 erhält ein privater Bewirtschafter jedes Jahr eine Entschädigung in Höhe von 20 Euro je Hektar beihilfefähiger Waldfläche für jede in Artikel 8 Ziffer 2 oder in Artikel 8 Ziffer 3 erwähnte beihilfefähige Waldparzelle, und dies bis zum Bezeichnungsjahr des Gebiets, in dem die Parzelle liegt, einschließlich, wenn für dieses letzte Jahr der Bezeichnungserlass nach dem 1. Januar im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist.

§ 2 - In Anwendung von Artikel 23 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 erhält ein privater Bewirtschafter jedes Jahr eine Entschädigung in Höhe von 40 Euro je Hektar beihilfefähigen Waldes im Sinne von Artikel 8 Ziffer 1 und 3, dessen Bezeichnungserlass spätestens am 1. Januar des berücksichtigten Jahres verabschiedet und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

KAPITEL IV — Zuschüsse für die Wiederherstellung sowie für die Bewirtschaftung der offenen Lebensräume

Art. 10 - § 1 - In Anwendung von Artikel 28 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 werden die Anträge auf Fördermittel im Rahmen von Projektaufufen gesammelt.

Das Datum, an dem der Antrag auf Fördermittel eingereicht wird, bestimmt den in § 3 erwähnten Auswahlzeitraum, dem die Akte zugeordnet wird.

In Anwendung von Artikel 28 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 werden die Auswahlkriterien der Projektaufufe zur Umsetzung der Maßnahme 7.6 des wallonischen Programms zur ländlichen Entwicklung "Wiederherstellung und Instandhaltung des Naturerbes" in Anhang 5 definiert.

Der Antragsteller reicht einen einzigen Antrag auf Fördermittel je Auswahlzeitraum ein.

§ 2 - Bei unzureichenden Mitteln für einen Auswahlzeitraum werden die Haushaltsmittel den Akten in der Reihenfolge einer nach ihrer Punktzahl erstellten Liste, von der höchsten bis zur kleinsten und – bei gleicher Punktzahl – nach dem Einreichungsdatum, zugewiesen.

Diese Liste wird für jeden Auswahlzeitraum erstellt.

§ 3 - Die in § 1 erwähnten Auswahlzeiträume erstrecken sich vom 1. Januar bis zum 31. März, vom 1. April bis zum 30. Juni, vom 1. Juli bis zum 30. September und vom 1. Oktober bis zum 31. Dezember.

§ 4 - Im Anschluss an den in § 1 erwähnten Projektaufuf wird jeder Antrag auf Fördermittel über ein unter <http://www.wallonie.be/fr/formulaire/formalite-list/#theme=319> abrufbares elektronisches Formular eingereicht.

Zur Einreichung seines Antrags kann der Begünstigte einen in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen erwähnten Experten zur Begleitung heranziehen.

§ 5 - Dem in § 4 genannten Formular werden folgende Unterlagen beigefügt:

1° a) i) entweder, wenn die Arbeiten vom Antragsteller ausgeführt werden, ein Kostenvoranschlag des Antragstellers für die geplanten Arbeiten und mindestens zwei von Unternehmen erstellte Kostenvoranschläge für die geplanten Arbeiten;

ii) oder, wenn die Arbeiten von einem Unternehmen ausgeführt werden, drei von Unternehmen erstellte Kostenvoranschläge für die geplanten Arbeiten;

iii) wenn die unter i) und ii) verlangte Zahl der Kostenvoranschläge nicht erreicht werden kann, die Belege für die Wettbewerbsbildung zwischen verschiedenen Unternehmen;

b) eine Begründung der Entscheidung zugunsten des ausgewählten Kostenvorschlags, wenn es um einen anderen Grund geht als die geringsten Kosten.

2° ein Lastenheft oder eine technische Notiz, die die auszuführenden Arbeiten beschreiben;

3° ein Auszug des Katasterplanes, in dem der genaue Umkreis, der Gegenstand des Antrags auf Fördermittel ist, durch eine dünne rote Linie abgegrenzt wird;

4° ein Auszug aus der Karte IGN i.M. 1/10.000, auf dem das betroffene Gebiet in Rot identifiziert ist;

5° eine Kopie der betroffenen Katasterheberolle oder jegliches anderen Dokuments zum Nachweis des Eigentums und der Fläche(n) der betroffenen Parzelle(n);

6° ggf. ein durch den/die betroffenen Eigentümer bzw. den/die betroffenen Bewirtschafter ordnungsgemäß unterzeichnetes Mandat;

7° ggf., ein Formular zur Beantragung einer Identifizierungsnummer gemäß Kapitel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe;

8° ggf., eine Kopie der Verkaufszusage für das Grundstück, die die Kontaktdaten des Verkäufers, des Käufers und des Notars samt einer von einem Notar oder vom Immobilienerwerbskomitee erstellten Wertschätzung des Grundstücks umfasst;

9° die Verpflichtungserklärung zur Einhaltung der festgelegten Bedingungen je nach Kategorie und Art der vorgesehenen Wiederherstellungsarbeiten.

§ 6 - Dem Antragsteller wird binnen eines Monats nach Einreichung des Antrags eine Empfangsbestätigung zugestellt.

Die Bearbeitung der Akte endet spätestens am letzten Tag des folgenden Auswahlzeitraums.

Art. 11 - § 1 - In Anwendung von Artikel 28 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 untersucht die Zahlstelle oder ihr Beauftragter zur Auswahl der Anträge auf Fördermittel die in Anhang 5 aufgeführten Auswahlkriterien.

§ 2 - Die dem Antragsteller zugeteilte Punktzahl beträgt maximal vier Punkte pro Auswahlkriterium je nach Übereinstimmung der Akte mit den verschiedenen Kriterien, die von der Zahlstelle oder ihrem Beauftragten untersucht werden.

Die Mindestpunktzahl, die zu erzielen ist, um eine Investitionsbeihilfe zu erhalten, beträgt sechsundzwanzig Punkte, von denen mindestens drei Punkte beim Kriterium 13 in Anhang 5 erteilt werden.

Art. 12 - Die Zahlstelle oder ihr Beauftragter stellt dem Antragsteller den Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Datum der Auswahl der Akte im Anschluss an den in Artikel 10 genannten Projektauftrag zu.

Mit den Arbeiten kann begonnen werden, sobald die in Artikel 10 § 6 Absatz 1 genannte Empfangsbestätigung und ggf. die für die Ausführung der Arbeiten erforderlichen Genehmigungen bzw. Erlaubnisse eingegangen sind.

Art. 13 - Bei dem in Artikel 33 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 Beauftragten des Ministers handelt es sich um den Direktor der Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen, in deren örtlichem Zuständigkeitsbereich die Wiederherstellungsarbeiten ausgeführt werden müssen.

Art. 14 - In Anwendung von Artikel 34 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 hält der Empfänger eines Wiederherstellungs- oder Instandhaltungszuschusses die Parzelle in einem Zustand, der den im Bezuschussungserlass festgelegten Bedingungen entspricht, während des folgenden Zeitraums:

1° 5 Jahre für einen Antrag auf Instandhaltung ohne vorherige Wiederherstellung;

2° 15 Jahre für die Wiederherstellung der Gras- oder Heidelandschaften;

3° 30 Jahre nach der vorzeitigen Nutzung von Nadelbaumarten, um den offenen Charakter durch Gestrüppentfernen, Weiden oder regelmäßiges Mähen zu wahren, oder zur Naturverjüngung oder der Wiederanpflanzung von einheimischen Laubbaumarten auf dem Standort;

4° 30 Jahre für die sonstigen Wiederherstellungsarbeiten, wenn die betreffenden Lebensräume und Arten prioritär sind, oder 15 Jahre, wenn die betreffenden Lebensräume und Arten nicht prioritär sind.

KAPITEL V — Schlussbestimmungen

Art. 15 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf alle zum Zeitpunkt seines Inkrafttretens laufenden Beihilfeanträge.

Abweichend von Absatz 1 unterliegen folgende Anträge den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur:

1° Beihilfe- oder Zahlungsanträge, die vor dem Jahr 2016 eingereicht worden sind;

2° Zahlungsanträge, die die Gewährung eines jährlichen Teilbetrags betreffen, der einen Zeitraum vor 2016 deckt;

3° Anträge auf Fördermittel im Zusammenhang mit den in Kapitel 5 genannten Wiederherstellungs- und Instandhaltungszuschüssen, die vor dem Jahr 2016 von der Zahlstelle oder ihrem Beauftragten genehmigt worden sind.

Namur, den 14. Juli 2016

R. COLLIN

Anhang 1 — Produktivitätsklasse eines Fichtenbestands

Klasse: Alter	1	1.5	2	2.5	3	3.5	4	4.5	5	5.5	6
15											
20											
25	19.8	18.8	17.7	16.6	15.5	14.4	13.4	12.3	11.2		
30	22.2	21.0	19.8	18.7	17.5	16.3	15.1	13.9	12.8		
35	24.5	23.2	21.9	20.6	19.3	18.1	16.8	15.5	14.2		
40	26.5	25.1	23.8	22.4	21.0	19.7	18.3	17.0	15.6		
45	28.4	26.9	25.5	24.0	22.6	21.2	19.7	18.3	16.9	15.4	14
50	30.0	28.5	27.0	25.5	24.0	22.5	21.0	19.5	18.0	16.5	15

Klasse: Alter	1	1.5	2	2.5	3	3.5	4	4.5	5	5.5	6
55	31.4	29.9	28.3	26.8	25.2	23.7	22.1	20.6	19.0	17.5	15.9
60	32.7	31.1	29.5	27.9	26.3	24.7	23.1	21.5	19.9	18.3	16.7
65	33.7	32.1	30.4	28.8	27.2	25.5	23.9	22.3	20.6	19.0	17.4
70	34.6	32.9	31.3	29.6	27.9	26.3	24.6	22.9	21.3	19.6	17.9
75	35.3	33.6	31.9	30.2	28.5	26.9	25.2	23.5	21.8	20.1	18.4
80	35.9	34.2	32.5	30.8	29.0	27.3	25.6	23.9	22.2	20.5	18.8
85	36.3	34.6	32.9	31.2	29.5	27.7	26.0	24.3	22.6	20.8	19.1
90	36.7	35.0	33.2	31.5	29.8	28.0	26.3	24.6	22.8	21.1	19.4
95			33.5	31.8	30.0	28.3	26.5	24.8	23.1	21.3	19.6
100			33.7	32.0	30.2	28.5	26.7	25.0	23.2	21.5	19.7
105			33.8	32.1	30.3	28.6	26.8	25.1	23.3	21.6	19.8

Die Daten in der Tabelle sind die Höhen in Meter, die entsprechend dem Alter und der Produktivitätsklasse angegeben werden

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 14. Juli 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur beigefügt zu werden.

Namur, den 14. Juli 2016

R. COLLIN

Anhang 2 — Kürzungen, die auf die in Kapitel 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 erwähnten Entschädigungen und ergänzenden Zuschüsse anzuwenden sind, falls die in Artikel 8 § 1 des vorgenannten Erlasses angeführten Anforderungen nicht beachtet werden

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung	Schwere	Ausmaß	Dauer
AM	Art. 3, 5°	Pflügen in < 1 m der Böschungen von Gräben	2 (wegen der Auswirkungen auf Flüsse als Lebensraum und Arten-Habitat)	1 2	1 2
AM	Art. 3, 6° - 4, 1°	Pflügen von Dauergrünland	1 (bei Grünland in BE 5) 2 (BE 2-3-4)	1 2	1 2
AM	Art. 4, 2°	Anlegen von Sickerleitungen und Gräben	1 (in BE 5, 10, 11) 2 (in BE 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9)	2	1 2
AM	Art. 4, 3°	Zugang des Viehs zu den Wasserläufen und den Wasserflächen	2 (wegen der Auswirkungen auf Flüsse als Lebensraum und Arten-Habitat)	2	1 2
AM	Art. 4, 4°	Herbizide außer in Kulturen und Wäldern	2 (der Einsatz von Herbiziden außerhalb eines genehmigten Bekämpfungsplans bietet keine Gewähr mehr für die Präsenz des Lebensraums, der die BE rechtfertigte)	1 2	1 2
AM	Art. 4, 9°	Bodenverbesserung und Düngung in < 12 m von Wasserläufen und Wasserflächen	2 (wegen der Auswirkungen auf Flüsse als Lebensraum und Arten-Habitat)	1 2	1 2
AM	Art. 5, § 2, 2°	Instandhaltung von Gräben und Sickerleitungen	1 (in BE 5, 10, 11) 2 (in BE1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9)	1 2	1 2

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung	Schwere	Ausmaß	Dauer
AM	Art. 5, § 2, 3°	Zeitweilige Gruppenunterkunft	1 (in BE 5, 10, 11) 2 (in BE 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9)	1 2	1 2
SM	Art. 3, 3°, b) - 4, 3°, b) - 5, § 1, 3° - 6, 3° - 7	Anpfl./Wiederanpfl. von Bäumen/Sträuchern außer in Wäldern	1 (in BE 5) 2 (in BE 2, 3, 4)	1 2	1 2
SM	Art. 4, 2 - 5, § 1, 2°, e)	Fütterung des Viehs	1 (in BE 5) 2 (in BE 2, 3, 4)	2	1 2
SM	Art. 4, 1°, a) - 8, 1°, b) - 9, 1°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, a) - 12, a)	Lagerung und Ausbringung von Bodenverbesserungs- und Düngemitteln in BE 2 und im Wald	1 im Wald 2 in BE 2	1 2	1 2
SM	Art. 4, 1°, b) - 4, 3°, a) - 5, § 1, 2°, b)	Übersaat von Wiesen	1 (in BE 5) 2 (in BE 2, 3, 4)	1 2	1 2
SM	Art. 4, 1°, c)	Weide und Mahd vom 01.11 bis zum 15.06 in BE 2	2	1 2	1 2
SM	Art. 4, 1°, e) - 5, § 1, 2°, c)	Mahd ohne Aufrechterhaltung eines Fluchtstreifens von 5%	1 (in BE 5) 2 (in BE 2, 3, 4)	1 2	1 2
SM	Art. 5, § 1, 1°, a)	Verwendung von Mineraldüngern in BE 3	2	1 2	1 2
SM	Art. 5, § 1, 1°, b)	Weide und Mahd vom 01.11 bis zum 15.06 in BE 3 außer Verwaltungsplan	2	1 2	1 2
SM	Art. 5, § 1, 2°, a)	Zufuhr von organischen Düngern vom 15.08 bis zum 15.06 in BE 3 außer Verwaltungsplan	2	1 2	1 2
SM	Art. 6, 1°, a)	Düngung, Bodenverbesserung, Fütterung, Lagerung in BE 4	2	1 2	1 2
SM	Art. 6, 1°, b)	Weide und Mahd vom 01.11 bis zum 15.07 in BE 4	2	1 2	1 2
SM	Art. 6, 2°, a)	Umwandlung einer BE 4 in Anbaufläche	2	1 2	1 2
SM	Art. 6, 2°, b)	Bodenbearbeitung in BE 4	2	1 2	1 2

Maßnahmen hauptsächlich forstwirtschaftlicher Art

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung			
AM	Art. 2	Aufrechterhaltung von Erhaltungsin-seln	1 2	1 2	1 2
AM	Art. 3, 1°	Nadelbäume in < 12 m Abstand von Wasserläufen und Wasserflächen	2	1 (Nadelbäume in 9-12 m Abstand) 2 (Nadelbäume in 0-9 m Abstand)	1 2
AM	Art. 3, 2°	Aufrechterhaltung von 2 abgestorbenen Bäumen/Hektar	1 (> 90% der erforderlichen abgestorbenen Bäume) 2 (< 90% der erforderlichen abgestorbenen Bäume)	0 (nicht zutreffend)	1 2
AM	Art. 3, 3°	Aufrechterhaltung eines biologisch wertvollen Baums/2 ha	1 (> 90% der erforderlichen biologisch wertvollen Bäume) 2 (< 90% der erforderlichen biologisch wertvollen Bäume)	0 (nicht zutreffend)	1 2

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung			
AM	Art. 3, 4°	Aufrechterhaltung von 10 Meter breiten gestuften Außenrändern	1 (bis zu 4 Starkholzbäumen im Durchschnitt) 2 (> 4)	1 2	1 2
AM	Art. 4, 6°	Zerstörung der Bodenvegetation und Fällen von Waldbäumen zulässig vom 01.04 bis zum 30.06	2	1 2	1 2
AM	Art. 4, 7°	Abholzung von mehr als 30% Ufersäume/10 Jahre	2	1 2	1 2
AM	Art. 4, 8°	Kahlschlag von Beständen einheimischer Laubbaumarten	2	12	12
AM	Art. 5, § 2, 1°	künstliche Äsungsbereiche und Wildäcker	1 2 (in BE 2, 3, 4)	1 2	1 2
SM	Art. 8, 1°, d) - 9, 1°, d) - 10, 2°, d) - 11, 2°, b) - 12, b)	Äsungsbereiche mit Bodenbearbeitung	1 (BE 10) 2 (BE 6, 7, 8, 9)	1 2	1 2
SM	Art. 8, 2° - 8, 3°	Fällen von einheimischen Bäumen in BE6	2	1 2	1 2
SM	Art. 9, 2°, a)	Kahlschläge in BE 7	2	1 2	1 2
SM	Art. 9, 2°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, b)	Entfernen von Stöcken und Vernichtung der Schlagabfälle	2	1 2	1 2

Zusätzliche nicht landwirtschaftliche Fördermaßnahmen

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung	Schwere	Ausmaß	Dauer
EWR Entschädigungen-Zuschüsse	Art. 25	> 3% EI (maximal 10%)	1	1 (Der zusätzliche Prozentsatz entspricht mindestens 50% der angemeldeten Prozentzahl) 2 (Der zusätzliche Prozentsatz entspricht weniger als 50% der angemeldeten Prozentzahl)	1 2
EWR Entschädigungen-Zuschüsse	Art. 25	> 10 m Ränder (maximal 20 m)	1	1 (Der zusätzliche Prozentsatz entspricht mindestens 50% der angemeldeten Prozentzahl) 2 (Der zusätzliche Prozentsatz entspricht weniger als 50% der angemeldeten Prozentzahl)	1 2

Maßnahmen in Bezug auf die Feucht-, Wassergebiete und sonstige Maßnahmen

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung	Schwere	Ausmaß	Dauer
SM	Art. 3, 1°, b)	Zuschütten der Feucht- oder Wassergebiete	2	1 2	1 2
SM	Art. 3, 2°, b)	Einsetzen von Fischen in Wasserflächen	2	1 2	1 2
SM	Art. 3, 3°, a) - 13	Reinigung und Unterhalt der Wasserläufe	1 2	1 2	1 2
AM	Art. 4, 5°	Pflege der Straßenrandvegetation vom 15.03 bis zum 31.07	-	-	-
AM	Art. 5, § 1, 1°	Einer Umweltgenehmigung unterworfenen Tätigkeiten	1 2	1 2	1 2
AM	Art. 5, § 1, 2°	Einer Städtebauerklärung unterworfenen Tätigkeiten	1 2	1 2	1 2
SM	Art. 14	Mähen, Gestrüppentfernen oder Kreiselbrechen in BE S2	2	1 2	1 2

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung	Schwere	Ausmaß	Dauer
SM	Art. 3, 1°, a) - 4, 1°, d) - 5, § 1, 2°, d) - 8, 1°, c) - 9, 1°, c) - 10, 1°	Veränderungen des Bodenreliefs	1 2	1 2	1 2
SM	Art. 3, 2°, a) - 8, 1°, a) - 9, 1°, a) - 10, 2°, a) - 11, 2°, a)	Umwandlung oder Anreicherung mittels nicht einheimischer Arten	1 (BE 9) 2 (BE 1, BE 6, BE 7, BE 8)	1 2	1 2

AM: allgemeine Maßnahmen unter Verweis auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind

SM: Sondermaßnahmen unter Verweis auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen

Kriterium	Werte	Beschreibung
Schwere	1	Begrenzte Auswirkungen
	2	Weitreichende Auswirkungen
Ausmaß	1	< 50%
	2	> 50%
Dauer	1	Vereinzelter Verstoß
	2	Anhaltender Verstoß

Schwere	Ausmaß	Dauer	Globaler Code
1	0	1	1
1	1	1	1
1	2	1	2
1	0	2	2
1	1	2	3
1	2	2	3
2	0	1	3
2	1	1	3
2	2	1	4
2	0	2	4
2	1	2	4
2	2	2	4

Code	Kürzung
1	Mahnung
2	- 10%
3	- 50%
4	- 100%

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 14. Juli 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur beigefügt zu werden.

Namur, den 14. Juli 2016

R. COLLIN

Anhang 3 — Kürzung der in Kapitel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 erwähnten Wiederherstellung- oder Instandhaltungszuschüsse für die Nicht- oder Teilerfüllung der in Artikel 8 § 2 des vorgenannten Erlasses angeführten Anforderungen

Beachtung der Verpflichtungen in Sachen Information und Öffentlichkeitsarbeit Beachtung: keine Kürzung

Nichtbeachtung:

→ 1. Kontrolle: Mahnung

→ x-te Kontrolle: Kürzung = zehn Prozent × Zuschussbetrag.

Wiederherstellung von Gras- und Heideland

Handlungen	Ergebnis der Kontrolle	Kürzung
Einhaltung des Lastenhefts (falls vorhanden und der Akte beiliegend)	OK KO	Keine 10% des Zuschussbetrags, wenn die Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten begrenzt sind 100% des Zuschussbetrags, wenn die Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten weitreichend sind
Vermessene Fläche (Abholzung/Gestrüppentfernen)	OK	Keine (Abweichung < 3% zwischen angemeldeter und vermessener Fläche)
	KO	Festgestellte Abweichung (Abweichung > 3% zwischen angemeldeter und vermessener Fläche)
Bewirtschaftung mittels Gestrüppentfernen, Mahd oder extensive Beweidung (von der Verwaltung genehmigtes Programm)	OK KO	Keine 10% des Zuschussbetrags (begrenzte Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten) 100% des Zuschussbetrags (weitreichende Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten)
Beachtung der technischen Klauseln zum Anlegen von Zäunen	OK KO	Keine 10% des Zuschussbetrags (begrenzte Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten) 100% des Zuschussbetrags (weitreichende Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten)
Länge der Zäune	OK	Keine
	KO	Festgestellte Abweichung
Beachtung der technischen Klauseln zur Errichtung von Schafhütten	OK	Keine 10% des Zuschussbetrags (begrenzte Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten)
	KO	100% des Zuschussbetrags (weitreichende Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten)
Präsenz von minimal 1 Hütte/5 ha	OK	Keine
	KO	Zahlreiche fehlende Hütten 50% des Zuschussbetrags

Vorzeitige Nutzung von Nadelbäumen

Handlungen	Ergebnis der Kontrolle	Kürzung
Einhaltung des Lastenhefts (falls vorhanden und der Akte beiliegend)	OK KO	Keine 10% des Zuschussbetrags (begrenzte Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten) 100% des Zuschussbetrags (weitreichende Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten)
Vermessene Fläche	OK	Keine (Abweichung < 3% zwischen angemeldeter und vermessener Fläche)
	KO	Festgestellte Abweichung (Abweichung > 3% zwischen angemeldeter und vermessener Fläche)
<i>Bei Aufrechterhaltung des offenen Charakters</i>		
Gestrüppentfernen, Weiden oder Mähen	OK KO	Keine 10% des Zuschussbetrags (begrenzte Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten) 100% des Zuschussbetrags (weitreichende Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten)
<i>Ohne Aufrechterhaltung des offenen Charakters</i>		
Anpflanzen von einheimischen Laubbaumarten am Standort ODER Naturverjüngung von einheimischen Laubbaumarten	OK KO	Keine 10% des Zuschussbetrags (begrenzte Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten) 100% des Zuschussbetrags (weitreichende Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten)
Einhaltung des Lastenhefts beim Einsatz von Raupenmaschinen	OK KO	Keine 10% des Zuschussbetrags (begrenzte Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten) 100% des Zuschussbetrags (weitreichende Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten)

Handlungen	Ergebnis der Kontrolle	Kürzung
<i>Sickerleitungen</i> (funktionsunfähige Sickerleitungen)		
Einhaltung des Lastenhefts Bei nicht vorhandenem Lastenheft, <ul style="list-style-type: none"> • Funktionsunfähige Sickerleitungen (<i>Sickerleitungen voller Erdreich</i>) • Funktionsunfähige Sickerleitungen (<i>regelmäßige Verstopfungen</i>) 	OK KO	Keine 10% des Zuschussbetrags (begrenzte Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten) 100% des Zuschussbetrags (weitreichende Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten)

Sonstige Wiederherstellungsarbeiten

Handlungen	Ergebnis der Kontrolle	Kürzung
Einhaltung des Lastenhefts	OK KO	Keine 10% des Zuschussbetrags (begrenzte Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten) 100% des Zuschussbetrags (weitreichende Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten)

Instandhaltung der offenen Lebensräume

Handlungen	Ergebnis der Kontrolle	Kürzung
Einhaltung des Lastenhefts	OK KO	Keine 10% des Zuschussbetrags (begrenzte Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten) 100% des Zuschussbetrags (weitreichende Auswirkungen auf die Erreichung der Ziele der Arbeiten)

Grunderwerb

Handlungen	Ergebnis der Kontrolle	Kürzung
Erwerbsurkunde oder jedes sonstige Dokument zum Nachweis des Eigentums	OK KO	Keine 1. Kontrolle: Mahnung (<i>In diesem Falle wird binnen 21 Tagen eine 2. Kontrolle durch die Zahlstelle oder die von ihr beauftragte Einrichtung durchgeführt</i>) 2. Kontrolle: Strafgeld in Höhe von 100% des Zuschussbetrags
<i>Die Erwerbsurkunde oder jedes sonstige Dokument zum Nachweis des Eigentums stimmt mit dem Bezuschussungserlass überein</i>	OK KO	Keine Strafgeld in Höhe von 100% des Zuschussbetrags

Anwendung der Regelung bezüglich der Ex-post-Kürzungen und -Ausschlüsse

Die im Rahmen eines Wiederherstellungs-/Bewirtschaftungs-/Erwerbsprojekts getätigten Investitionen können während fünf Jahren ab dem Datum, an dem dem Antragsteller die Berechnung des Zuschussbetrags zugestellt wurde, den Ex-post-Kontrollen unterzogen werden.

Diese Kontrollen beziehen sich auf das Fortbestehen (ständiges Vorhandensein) der Investition. Die angedrohten Kürzungen werden in der nachstehenden Tabelle aufgeführt, wobei vorausgesetzt wird, dass es sich um absichtliche Handlungen handelt.

Fortbestehen	Kürzung
Keine ausbleibende Investition	Keine
0-50% ausbleibende Investition(en)	Beitreibung des Zuschussbetrags proportional zum Anteil der ausbleibenden Investitionen + Strafgeld in Höhe von 25% des Zuschussbetrags
50-100% ausbleibende Investition(en)	Beitreibung des Zuschussbetrags proportional zum Anteil der ausbleibenden Investitionen + Strafgeld in Höhe von 50% des Zuschussbetrags
Keine vorhandene(n) Investition(en)	Beitreibung des Zuschussbetrags + Strafgeld in Höhe von 100% des Zuschussbetrags

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 14. Juli 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur beigefügt zu werden.

Namur, den 14. Juli 2016

R. COLLIN

Anhang 4 — Kürzung der Entschädigungen, wenn die Erhaltungsmaßnahmen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011, im Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 oder in einem Bezeichnungserlass angeführt sind, durch eine Genehmigung aufgehoben werden

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung	Auswirkung eines günstigen Gutachtens auf die Entschädigung
AM	Art. 3, 5°	Pflügen in < 1 m der Böschungen von Gräben	Nicht zutreffend
AM	Art. 3, 6° - 4, 1°	Pflügen von Dauergrünland	Die Entschädigung wird auf der berücksichtigten Fläche abgeschafft, da das Grünland nicht mehr existiert. Bleibt das Grünland bestehen, aber ändert sich die BE, so werden die Entschädigungen angepasst (z.B.: Übergang zu BE 5) Wird eine Genehmigung für eine bestimmte Zeit erteilt, so wird die Beihilfe während dieser Zeit abgeschafft. Die Beihilfe wird im erstfolgenden Auszahlungsjahr diejenige der BE5 und ab dem 2. Jahr diejenige der wiederhergestellten BE (BE 2-3-4) sein
AM	Art. 4, 2°	Anlegen von Sickerleitungen und Gräben	Nicht zutreffend
AM	Art. 4, 3°	Zugang des Viehs zu den Wasserläufen und den Wasserflächen	Nicht zutreffend
AM	Art. 4, 4°	Herbizide außer in Kulturen und Wäldern	Die Entschädigung wird auf der berücksichtigten Fläche abgeschafft, denn der Einsatz von Herbiziden außerhalb eines genehmigten Bekämpfungsplans bietet keine Gewähr mehr für das Vorhandensein des Lebensraums, der die BE und somit die Entschädigung rechtfertigt
AM	Art. 4, 9°	Bodenverbesserung und Düngung in < 12 m von Wasserläufen und Wasserflächen	Nicht zutreffend
AM	Art. 5, § 2, 2°	Instandhaltung von Gräben und Sickerleitungen	Nicht zutreffend
AM	Art. 5, § 2, 3°	Zeitweilige Gruppenunterkunft	Nicht zutreffend
SM	Art. 3, 3°, b) - 4, 3°, b) - 5, § 1, 3° - 6, 3° - 7	Anpfl./Wiederanpfl. von Bäumen/Sträuchern außer in Wäldern	Nicht zutreffend
SM	Art. 4, 2 - 5, § 1, 2°, e)	Fütterung des Viehs	Nicht zutreffend
SM	Art. 4, 1°, a) - 8, 1°, b) - 9, 1°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, a) - 12, a)	Lagerung und Ausbringung von Bodenverbesserungs- und Düngemitteln in BE2 und im Wald	In BE 2, Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche des Entschädigungsanteils, der sich auf die Beschränkung der landwirtschaftlichen Betriebsstoffe bezieht, d.h. 240 EUR/ha In forstlicher BE: Nicht zutreffend
SM	Art. 4, 1, b) - 4, 3°, a) - 5, § 1, 2°, b)	Übersaat von Wiesen	Nicht zutreffend
SM	Art. 4, 1°, c)	Weide und Mahd vom 01.11 bis zum 15.06 in BE2	Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche des Entschädigungsanteils, der sich auf die Beschränkung der Nutzung bezieht, d.h. 200 EUR/ha
SM	Art. 4, 1°, e) - 5, § 1, 2°, c)	Mahd ohne Aufrechterhaltung eines Fluchtbereichs von 5%	Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche des Entschädigungsanteils, der sich auf die Beschränkung der Nutzung bezieht, d.h. 200 EUR/ha
SM	Art. 5, § 1, 1°, a)	Verwendung von Mineraldüngern in BE 3	Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche des Entschädigungsanteils, der sich auf die Beschränkung der landwirtschaftlichen Betriebsstoffe bezieht, d.h. 240 EUR/ha

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung	Auswirkung eines günstigen Gutachtens auf die Entschädigung
SM	Art. 5, § 1, 1°, b)	Weide und Mahd vom 01.11 bis zum 15.06 in BE 3 außer Verwaltungsplan	Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche des Entschädigungsanteils, der sich auf die Beschränkung der Nutzung bezieht, d.h. 200 EUR/ha
SM	Art. 5, § 1, 2°, a)	Zufuhr von organischen Düngern vom 15.08 bis zum 15.06 in BE 3 außer Verwaltungsplan	Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche des Entschädigungsanteils, der sich auf die Beschränkung der landwirtschaftlichen Betriebsstoffe bezieht, d.h. 240 EUR/ha
SM	Art. 6, 1°, a)	Düngung, Bodenverbesserung, Fütterung, Lagerung in BE 4	Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche des Entschädigungsanteils, der sich auf die Beschränkung der landwirtschaftlichen Betriebsstoffe bezieht, d.h. 240 EUR/ha
SM	Art. 6, 1°, b)	Weide und Mahd vom 01.11 bis zum 15.07 in BE 4	Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche des Entschädigungsanteils, der sich auf die Beschränkung der Nutzung bezieht, d.h. 200 EUR/ha
SM	Art. 6, 2°, a)	Umwandlung einer BE 4 in Anbaufläche	Die Entschädigung wird auf der berücksichtigten Fläche abgeschafft, da der extensive Streifen nicht mehr existiert.
SM	Art. 6, 2°, b)	Bodenbearbeitung in BE 4	Die Entschädigung wird auf der berücksichtigten Fläche abgeschafft, da der extensive Streifen nicht mehr existiert

Maßnahmen hauptsächlich forstwirtschaftlicher Art

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung	Auswirkung eines günstigen Gutachtens auf die Ausgleichszahlung
AM	Art. 2	Aufrechterhaltung von Erhaltungsinseln	Abschaffung auf dem gesamten Eigentum der Entschädigung betreffend die Erhaltungsinseln, d.h. 11,94 EUR/ha. Das PLE schätzt den mit dieser Maßnahme verbundenen Verlust auf 12,90 EUR/ha. Im Übrigen schätzt es den mit den forstwirtschaftlichen Maßnahmen verbundenen Gesamtverlust auf 43,21 EUR/ha, setzt aber die Entschädigung auf 40 EUR/ha fest
AM	Art. 3, 1°	Nadelbäume in < 12 m Abstand von Wasserläufen und Wasserflächen	Kürzung der gesamten vom Bewirtschafter bezogenen Entschädigungen unter Zugrundelegung der im PLE geschätzten Einnahmeverluste für die berücksichtigten Flächen (12 m breite Streifen), d.h. 71,41 EUR/ha
AM	Art. 3, 2°	Aufrechterhaltung von 2 abgestorbenen Bäumen/Hektar	Abschaffung auf dem gesamten Eigentum des Entschädigungsanteils, der sich auf die Aufrechterhaltung von abgestorbenen Bäumen bezieht, d.h. 4,98 EUR/ha. Das PLE schätzt den mit dieser Maßnahme verbundenen Verlust auf 5,38 EUR/ha. Im Übrigen schätzt es den mit den forstwirtschaftlichen Maßnahmen verbundenen Gesamtverlust auf 43,21 EUR/ha, setzt aber die Entschädigung auf 40 EUR/ha fest
AM	Art. 3, 3°	Aufrechterhaltung eines biologisch wertvollen Baums/2 ha	Abschaffung auf dem gesamten Eigentum des Entschädigungsanteils, der sich auf die Aufrechterhaltung von biologisch wertvollen Bäumen bezieht, d.h. 2,49 EUR/ha. Das PLE schätzt den mit dieser Maßnahme verbundenen Verlust auf 2,69 EUR/ha. Im Übrigen schätzt es den mit den forstwirtschaftlichen Maßnahmen verbundenen Gesamtverlust auf 43,21 EUR/ha, setzt aber die Entschädigung auf 40 EUR/ha fest
AM	Art. 3, 4°	Aufrechterhaltung von 10 Meter breiten gestuften Außenrändern	Kürzung der gesamten vom Bewirtschafter bezogenen Entschädigungen unter Zugrundelegung der im PLE eingeschätzten Einnahmeverluste für die berücksichtigten Flächen (10m breite Streifen), d.h. 143 EUR/ha
AM	Art. 4, 6°	Zerstörung der Bodenvegetation und Fällen von Waldbäumen zulässig vom 01.04 bis zum 30.06	Nicht zutreffend
AM	Art. 4, 7°	Abholzung von mehr als 30% Ufersäume/10 Jahre	Nicht zutreffend

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung	Auswirkung eines günstigen Gutachtens auf die Ausgleichszahlung
AM	Art. 4, 8°	Kahlschlag von Beständen einheimischer Laubbaumarten	Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche der forstwirtschaftlichen Entschädigung (40 EUR/ha) über einen Zeitraum von 30 Jahren. Bei Ausnahmegenehmigung würde der Betrag auf 18,61 EUR/ha über 30 Jahre (auf der Grundlage der PLE-Schätzung) herabgesetzt werden. Das PLE schätzt den mit dieser Maßnahme verbundenen Verlust auf 20,10 EUR/ha. Im Übrigen schätzt es den mit den forstwirtschaftlichen Maßnahmen verbundenen Gesamtverlust auf 43,21 EUR/ha, setzt aber die Entschädigung auf 40 EUR/ha fest
AM	Art. 5, § 2, 1°	künstliche Äsungsbereiche und Wildäcker	Nicht zutreffend
SM	Art. 8, 1°, d) - 9, 1°, d) - 10, 2°, d) - 11, 2°, b) - 12, b)	Äsungsbereiche mit Bodenbearbeitung	Nicht zutreffend
SM	Art. 8, 2° - 8, 3°	Fällen von einheimischen Bäumen in BE 6	Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche der forstwirtschaftlichen Entschädigung (40 EUR/ha) über einen Zeitraum von 30 Jahren. Bei Ausnahmegenehmigung würde der Betrag auf 18,61 EUR/ha (auf der Grundlage der PLE-Schätzung) herabgesetzt werden. Das PLE schätzt den mit dieser Maßnahme verbundenen Verlust auf 20,10 EUR/ha. Im Übrigen schätzt es den mit den forstwirtschaftlichen Maßnahmen verbundenen Gesamtverlust auf 43,21 EUR/ha, setzt aber die Entschädigung auf 40 EUR/ha fest
SM	Art. 9, 2°, a)	Kahlschläge in BE 7	Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche der forstwirtschaftlichen Entschädigung (40 EUR/ha) über einen Zeitraum von 30 Jahren. Bei Ausnahmegenehmigung würde der Betrag auf 18,61 EUR/ha (auf der Grundlage der PLE-Schätzung) herabgesetzt werden. Das PLE schätzt den mit dieser Maßnahme verbundenen Verlust auf 20,10 EUR/ha. Im Übrigen schätzt es den mit den forstwirtschaftlichen Maßnahmen verbundenen Gesamtverlust auf 43,21 EUR/ha, setzt aber die Entschädigung auf 40 EUR/ha fest
SM	Art. 9, 2°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, b)	Entfernen von Stöcken und Vernichtung der Schlagabfälle	Nicht zutreffend

Maßnahme in Bezug auf die Feucht-, Wassergebiete und sonstige Maßnahmen

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung	Auswirkung eines günstigen Gutachtens auf die Ausgleichszahlung
SM	Art. 3, 1°, b)	Zuschütten von Feucht- oder Wassergebieten	Die Entschädigung wird auf der berücksichtigten Fläche abgeschafft
SM	Art. 3, 2°, b)	Einsetzen von Fischen in Wasserflächen	Nicht zutreffend
SM	Art. 3, 3°, a) - 13	Reinigung und Unterhalt der Wasserläufe	Nicht zutreffend.
AM	Art. 4, 5°	Pflege der Straßenrandvegetation vom 15.03 bis zum 31.07	Nicht zutreffend
AM	Art. 5, § 1, 1°	Einer Umweltgenehmigung unterworfenen Tätigkeiten	Nicht zutreffend
AM	Art. 5, § 1, 2°	Einer Städtebauerklärung unterworfenen Tätigkeiten	Nicht zutreffend.
SM	Art. 14	Mähen, Gestrüppentfernen oder Kreiselbrechen in BE S2	Nicht zutreffend
SM	Art. 3, 1, a) - 4, 1°, d) - 5, § 1, 2°, d) - 8, 1°, c) - 9, 1°, c) - 10, 1°	Veränderungen des Bodenreliefs	Die Entschädigung wird auf der berücksichtigten Fläche abgeschafft

Gesetzgebung	Artikel	Bezeichnung	Auswirkung eines günstigen Gutachtens auf die Ausgleichszahlung
SM	Art. 3, 2°, a) - 8, 1°, a) - 9, 1°, a) - 10, 2°, a) - 11, 2°, a)	Umwandlung oder Anreicherung mittels nicht einheimischer Arten	Abschaffung auf der berücksichtigten Fläche des Entschädigungsanteils, der sich auf die Einnahmeverluste wegen des Verbots der Zweckentfremdung der Lebensräume von GI oder Arten-Habitate bezieht, d.h.18,61 EUR/ha. Das PLE schätzt den mit dieser Maßnahme verbundenen Verlust auf 20,10 EUR/ha. Im Übrigen schätzt es den mit den forstwirtschaftlichen Maßnahmen verbundenen Gesamtverlust auf 43,21 EUR/ha, setzt aber die Entschädigung auf 40 EUR/ha fest

AM: Allgemeine Maßnahme unter Verweis auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind.

SM: Sondermaßnahme unter Verweis auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 14. Juli 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur beigelegt zu werden.

Namur, den 14. Juli 2016

R. COLLIN

Anhang 5 — Auswahlkriterien der Projektaufrufe zur Umsetzung der Maßnahme 7.6 des wallonischen Programms zur ländlichen Entwicklung "Wiederherstellung und Instandhaltung des Naturerbes"

Auswahlkriterien	Höchstpunktzahl des einzelnen Kriteriums
1. Status als natürlicher Lebensraum und Arten-Habitat von gemeinschaftlichem Interesse (prioritär oder nicht)	4
2. voraussichtliche Weiterentwicklung des wiederherzustellenden Geländes, würde keine Wiederherstellung vorgenommen werden (die Nichtwiederherstellung führt entweder zur Entwicklung zu einem einigermaßen gleichwertigen Lebensraum, oder zu einem deutlich minderwertigen Lebensraum)	4
3. Mehrere vom Projekt betroffene LGI bzw. AGI - gleichzeitige Wiederherstellung mehrerer Lebensräume (Diverzifizierung, "Mosaik"-Begriff)	4
4. « "Nebenwirkungen" auf nicht Natura-Arten, die aber geschützt werden, selten vorkommen oder anfällig sind, oder auf schützenswerte Lebensräume	4
5. Auswirkungen auf andere ökosystemische Funktionen (Gewässer-, Bodenschutz, usw.)	4
6. Nähe zu einem Schutzgebiet (anerkanntes Naturschutzgebiet, domaniales Naturschutzgebiet, wissenschaftlich interessanter unterirdischer Hohlraum, biologisch wertvolles Feuchtgebiet,...)	4
7. Auswirkungen der intensiven Nutzung der angrenzenden Ländereien (Maiskulturen, intensiv genutzte Weiden oder magere Flachland-Mähwiesen, Wohngebiet, Industriepark, große Fernverkehrsstraße, usw.), im Hinblick auf die Bewertung des zukünftigen Störungs-/Beeinträchtigungsgrads der wiederherzustellenden Lebensräume. Auswirkungen auf die empfindlichen Arten	4
8. Größe des Projekts - Bevorzugung der Projekte, deren Größe zum jeweiligen Lebensraumtyp passt	4
9. Status des Erhaltungszustands FV, U1 oder U2 (Dringlichkeit) Wiederherstellung – Instandhaltung – Grunderwerb	4
10. Berechenbarkeit der Sicherheit einer erfolgreichen Ausführung der Arbeiten (Geschäftsführungsvertrag oder Verwaltungsplan, Lastenheft, Sektorenplan, Genehmigung oder sonstige städtebauliche Vorschriften,...)	4
11. Effizienz der Arbeiten (kumulierte Auswirkungen, "Vermaschung"- und "Vernetzung"-Begriffe, und Kosten der Arbeiten/Nutzen in Sachen Biodiversität)	4
12. Rechtssichere Verfügung über die Grundstücke (Eigentümer und/oder Verwalter und/oder Pacht und/oder Vereinbarung zur Bewirtschaftung von Naturräumen)	4

Auswahlkriterien	Höchstpunktzahl des einzelnen Kriteriums
13. Wirkungskraft im Hinblick auf die angestrebte Wiederherstellung von LGI oder AGI	4

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 14. Juli 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur beigefügt zu werden.

Namur, den 14. Juli 2016

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/204494]

14 JULI 2016. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur

De Minister van Natuur,

Gelet op Verordening (UE) nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op de Uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.242, D.243, D.249;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010 tot wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wat betreft de uitvoering van het stelsel Natura 2000, de artikelen 31, 36 en 37;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk, de artikelen 1, 14^o, 9, § 2, eerste lid, 15, § 3, tweede lid, § 4, 16, § 2, leden 2 tot 4, 20, leden 2 en 3, 22, 23, 28, § 2, eerste lid, 33 en 34;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 december 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2015;

Gelet op het rapport van 10 december 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid van 17 december 2015;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), gegeven op 12 januari 2016;

Gelet op het advies 59.032/4 van 6 april 2016 van de Raad van State, gegeven op 6 april 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Commissie met haar Beslissing C (2015) 5117 van 20 juli 2015, het Waals programma voor plattelandsontwikkeling voor de programmeringsperiode 2014-2020 heeft goedgekeurd en dat het moet worden uitgevoerd,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 : het besluit van de Waalse Regering m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 1, 14°, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, vertoont de tabel in bijlage I, de productiviteitsklasse van een populatie naaldbomen.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 9, § 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 wordt de steunaanvraag bedoeld in artikel 9, § 2, eerste lid, van het voornoemde besluit ingediend bij het betaalorgaan of zijn afgevaardigde uiterlijk op de datum bepaald door het betaalorgaan of zijn afgevaardigde.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 15, § 3, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, vertoont de tabel in bijlage 2 de verlagingsrooster van de bijkomende vergoedingen en toelagen bedoeld in de hoofdstukken 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 in het geval van niet-naleving van de eisen bedoeld in artikel 8, § 1, van het voornoemde besluit.

Overeenkomstig artikel 15, § 4, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, kan het betaalorgaan of zijn afgevaardigde een verlagingsniveau van de steun uitspreken die hoger of lager is dan het niveau bepaald in de verlagingsrooster.

§ 2. Als de onregelmatigheid zich herhaalt of aanhoudt, wordt de steunverlaging overeenkomstig artikel 15, § 4, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 verdubbeld.

§ 3. Als meerdere gevallen van niet-naleving van de eisen worden vastgesteld voor eenzelfde beheerseenheid of voor eenzelfde perceel is het de grootste steunverlaging, verdubbeld die overeenkomstig artikel 15, § 4, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 van toepassing is.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 16, § 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, vertoont de tabel in bijlage 3 de verlagingsrooster van de toelagen voor het herstel of het onderhoud bedoeld in hoofdstuk 5 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 voor de niet-uitvoering of de gedeeltelijke uitvoering van de eisen bedoeld in artikel 8, § 2, van het voornoemde besluit.

Als de onregelmatigheid zich herhaalt of aanhoudt, wordt de steunverlaging Overeenkomstig artikel 16, § 2, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 verdubbeld.

Als meerdere gevallen van niet-naleving van de eisen worden vastgesteld voor eenzelfde beheerseenheid of voor eenzelfde perceel, is het de grootste steunverlaging, verdubbeld, die overeenkomstig artikel 16, § 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, van toepassing is.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 20, lid 3 en 23, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, vertoont de tabel in bijlage 4 de verlagingsrooster van de vergoedingen wanneer de instandhoudingsmaatregelen opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011, in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 of in een aanwijzingsbesluit worden ingetrokken door een vergunning.

HOOFDSTUK II. — *Agrarische vergoeding*

Art. 7. § 1. Overeenkomstig artikel 20, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, krijgt een landbouwer die elk weiland uitbaat in een site dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-net, tot en met het jaar van zijn aanwijzing, een jaarlijkse vergoeding van 100 euro als voor dit laatste jaar het aanwijzingsbesluit na 1 januari in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

§ 2. Overeenkomstig artikel 20, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, krijgt een landbouwer die elk landbouwperceel opgenomen in de Natura 2000-sites uitbaat, gedekt door de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009, een jaarlijkse vergoeding die als volgt wordt bepaald:

1° 100 euro per hectare voor de oppervlaktes van weiden waarvoor het aanwijzingsbesluit geen enkele specifieke beperking oplegt wat betreft de bemesting;

2° 200 euro per hectare voor de oppervlaktes van weiden waarvoor het aanwijzingsbesluit een specifieke beperking oplegt wat betreft de bemesting.

§ 3. Overeenkomstig artikel 20, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, krijgt een landbouwer die elk landbouwperceel opgenomen in een Natura 2000-site uitbaat, waarvan het aanwijzingsbesluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt aangenomen en bekendgemaakt uiterlijk op 1 januari van het betrokken jaar, een jaarlijkse vergoeding die als volgt wordt bepaald:

1° 100 euro per hectare voor de oppervlaktes van weiden gelegen in beheerseenheid 5 in de zin van artikel 2, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011;

2° 21, 60 euro per schijf van twintig meter van "extensieve stroken" gelegen in beheerseenheid 4 in de zin van artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011;

3° 440 euro per hectare voor de oppervlaktes van weiden gelegen in beheerseenheid 2, in beheerseenheid 3 en in tijdelijke beheerseenheid 1 en 2, in de zin van artikel 2, 2° en 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011.

HOOFDSTUK III. — *Niet-agrarische vergoeding*

Art. 8. Overeenkomstig artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 zijn de oppervlaktes van bos die in aanmerking komen voor de niet-agrarische vergoeding, de oppervlaktes van bos opgenomen in:

1° de beheerseenheden 6, 7, 8, 9 in de zin van artikel 2, 6° tot 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011, de tijdelijke beheerseenheden 1 en 3 in de zin van artikel 2, 14° en 16° van het voornoemde besluit alsook alle andere beheerseenheden als ze beschouwd worden als ondergeschikt aan het bos in de zin van artikel 1, 20°, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, met uitsluiting van de exotische beplantingen in kaart gebracht in UG 10 in de zin van artikel 2, 10°, van het voornoemde besluit;

2° een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net, met uitsluiting van de percelen samengesteld uit naaldbomen met een oppervlakte van meer dan tien aren uit één enkel stuk;

3° een Natura 2000-site of een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net, en beschouwd als een in aanmerking komende bosoppervlakte volgens het conformiteitsattest van het betaalorgaan of zijn afgevaardigde, genomen overeenkomstig artikel 36 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016.

Art. 9. § 1. Overeenkomstig artikel 23, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, krijgt een privé beheerder jaarlijks een vergoeding van 20 euro per hectare in aanmerking komende bosoppervlakte voor elk perceel in aanmerking komend bos bedoeld in artikel 8, 2° of in artikel 8, 3°, tot en met het jaar van de aanwijzing van de site die het perceel opneemt, als, voor dit laatste jaar, het aanwijzingsjaar in het *Belgisch Staatsblad* na 1 januari wordt bekendgemaakt.

§ 2. Overeenkomstig artikel 23, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 krijgt een privé-beheerder jaarlijks een vergoeding van 40 euro per hectare in aanmerking komend bos bedoeld in artikel 8, 1° en 3°, waarvan het aanwijzingsbesluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt aangenomen en bekendgemaakt uiterlijk op 1 januari van het betrokken jaar.

HOOFDSTUK IV. — *Toelagen voor het herstel en het beheer van de open milieus*

Art. 10. § 1^{er}. Overeenkomstig artikel 28, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 wordt de inzameling van de steunaanvragen uitgevoerd door middel van projectenoproepen.

De indieningsdatum van de steunaanvraag bepaalt de selectieperiode bedoeld in paragraaf 3 waaraan het dossier is verbonden.

Overeenkomstig artikel 28, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 worden de selectiecriteria van de projectenoproepen voor de uitvoering van maatregel 7.6 van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling "Herstel en onderhoud van het natuurlijke patrimonium" in bijlage 5 omschreven.

De aanvrager dient één enkele steunaanvraag in per selectieperiode.

§ 2. Als de fondsen ontoereikend zijn voor een selectieperiode, wordt de begroting toegekend aan de dossiers in de volgorde van de lijst opgesteld in functie van hun notering, van de hoogste naar de laagste en in geval van gelijkheid in de noteringen, in functie van de indieningsdatum.

Deze lijst wordt voor elke selectieperiode opgesteld.

§ 3. De selectieperiodes bedoeld in paragraaf 1 lopen van 1 januari tot 31 maart, van 1 april tot 30 juni, van 1 juli tot 30 september en van 1 oktober tot 31 december.

§ 4. Naar aanleiding van een projectenoproep bedoeld in paragraaf 1, wordt elke steunaanvraag ingediend d.m.v. een elektronisch formulier dat beschikbaar is op de website

<http://www.wallonie.be/fr/formulaire/formalite-list/#theme=319>.

Om zijn aanvraag in te dienen, kan de begunstigde de begeleiding aanvragen van een deskundige bedoeld in artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieus- en klimaatsteun.

§ 5. Bij het formulier bedoeld in paragraaf 4 worden gevoegd:

1° a) i) hetzij, als de werken door de aanvrager worden uitgevoerd, een kostenraming van de overwogen werken van de aanvrager en minstens twee kostenramingen van de overwogen werken verstrekt door bedrijven;

ii) hetzij, als de werken worden uitgevoerd door een bedrijf, drie kostenramingen van de overwogen werken verstrekt door bedrijven;

iii) als het aantal kostenramingen vereist in i) en ii) niet verkregen kan worden, de bewijsstukken van het in mededinging stellen van verschillende bedrijven;

b) een bewijsstuk van de keuze van de gekozen kostenraming als het gaat om een andere reden dan de lagere kost;

2° een bestek of technische nota die de uit te voeren werken omschrijft;

2° een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de exacte perimeter waarop de steunaanvraag betrekking heeft met een fijne rode streep afgebakend is;

- 4° een uittreksel uit de NGI-kaart (1/10.000) waar betrokken gebied in het rood aangegeven wordt;
- 5° een afschrift van betrokken kadastrale legger of van elk ander stuk waaruit het eigendom en de oppervlakte(s) van betrokken perceel (percelen) afgeleid kunnen worden;
- 5° desgevallend, een mandaat behoorlijk getekend door de betrokken eigenaar(s) of de betrokken beheerder(s);
- 7° in voorkomend geval, een aanvraagformulier voor een identificatienummer overeenkomstig hoofdstuk 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen;
- 8° in voorkomend geval, een afschrift van de koopovereenkomst van de grond met de adresgegevens van de verkoper, de koper en de notaris, samen met een schatting van de waarde van de grond opgemaakt door een notaris of door het Comité voor de Aankoop van Onroerende goederen;
- 9° de verbintenisbrief om de bepaalde voorwaarden na te leven, in functie van de categorie en het soort geplande herstelwerken.

§ 6. Er wordt een bericht van ontvangst gericht aan de aanvrager binnen de maand na de indiening van de aanvraag.

De behandeling van het dossier eindigt uiterlijk de laatste dag van de volgende selectieperiode.

Art. 11. § 1. Om over te gaan tot de selectie van de steunaanvragen, onderzoekt het betaalorgaan of zijn afgevaardigde overeenkomstig artikel 28, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 de selectiecriteria opgenomen in bijlage 5.

§ 2. Het cijfer toegekend aan de aanvrager bedraagt maximum vier punten per selectie criterium in functie van de relevantie van het dossier t.o.v. de verschillende criteria onderzocht door het betaalorgaan of zijn afgevaardigde.

De minimale notering om een steun voor investering te krijgen, bedraagt zesentwintig punten waarvan minstens drie punten worden toegekend aan criterium 13 van bijlage 5

Art. 12. Het betaalorgaan of zijn afgevaardigde geeft kennis van de beslissing aan de aanvrager binnen zestig dagen te rekenen van de datum van de selectie van het dossier n.a.v. de projectenoproep bedoeld in artikel 10.

De werkzaamheden kunnen worden aangevat na ontvangst van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 10, § 6, eerste lid, en, desgevallend, na het verkrijgen van de vereiste toelatingen of vergunningen voor de uitvoering van de werkzaamheden

Art. 13. De afgevaardigde van de Minister bedoeld in artikel 33 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 is de directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen op het grondgebied waarvan de herstelwerken moeten worden uitgevoerd.

Art. 14. Overeenkomstig artikel 34, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, behoudt de begunstigde van een toelage voor herstel of onderhoud het perceel binnen de voorwaarden bepaald in het subsidiebesluit tijdens de volgende periode:

- 1° 5 jaar voor een aanvraag tot onderhoud zonder voorafgaand herstel;
- 2° 15 jaar voor het herstel van grasperken of heiden
- 3° 30 jaar na de voortijdige exploitatie van naaldbomen om het open karakter te vrijwaren door de verwijdering van het struikgewas, de begrazing of het regelmatig maaien of voor de natuurlijke regeneratie of de overplanting van inheemse loofbomen ter plaatse;
- 4° 30 jaar voor de andere herstelwerken als de bedoelde habitats en soorten prioritair zijn of 15 jaar als de bedoelde habitats of soorten niet prioritair zijn.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 15. Dit besluit is van toepassing op alle steunaanvrager die aan de gang zijn op de datum van zijn inwerkingtreding.

In afwijking van het eerste lid worden onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur:

- 1° de steunaanvragen of de betalingsaanvragen ingediend vóór het jaar 2016;
- 2° de betalingsaanvragen betreffende de toekenning van een jaarlijkse schijf die een periode dekt die aan het jaar 2016 voorafgaat;
- 3° de steunaanvragen betreffende de toelagen voor het herstel en het onderhoud bedoeld in hoofdstuk 5 goedgekeurd door het betaalorgaan of zijn afgevaardigde vóór het jaar 2016.

Namen, 14 juli 2016.

R. COLLIN

Bijlage 1. — Productiviteitsklasse van een populatie naaldbomen

Klasse Leeftijd	1	1.5	2	2.5	3	3.5	4	4.5	5	5.5	6
15											
20											
25	19.8	18.8	17.7	16.6	15.5	14.4	13.4	12.3	11.2		
30	22.2	21.0	19.8	18.7	17.5	16.3	15.1	13.9	12.8		
35	24.5	23.2	21.9	20.6	19.3	18.1	16.8	15.5	14.2		

40	26.5	25.1	23.8	22.4	21.0	19.7	18.3	17.0	15.6		
45	28.4	26.9	25.5	24.0	22.6	21.2	19.7	18.3	16.9	15.4	14
50	30.0	28.5	27.0	25.5	24.0	22.5	21.0	19.5	18.0	16.5	15
55	31.4	29.9	28.3	26.8	25.2	23.7	22.1	20.6	19.0	17.5	15.9
60	32.7	31.1	29.5	27.9	26.3	24.7	23.1	21.5	19.9	18.3	16.7
65	33.7	32.1	30.4	28.8	27.2	25.5	23.9	22.3	20.6	19.0	17.4
70	34.6	32.9	31.3	29.6	27.9	26.3	24.6	22.9	21.3	19.6	17.9
75	35.3	33.6	31.9	30.2	28.5	26.9	25.2	23.5	21.8	20.1	18.4
80	35.9	34.2	32.5	30.8	29.0	27.3	25.6	23.9	22.2	20.5	18.8
85	36.3	34.6	32.9	31.2	29.5	27.7	26.0	24.3	22.6	20.8	19.1
90	36.7	35.0	33.2	31.5	29.8	28.0	26.3	24.6	22.8	21.1	19.4
95			33.5	31.8	30.0	28.3	26.5	24.8	23.1	21.3	19.6
100			33.7	32.0	30.2	28.5	26.7	25.0	23.2	21.5	19.7
105			33.8	32.1	30.3	28.6	26.8	25.1	23.3	21.6	19.8

De gegevens van de tabel zijn de hoogtes in meters gegeven in functie van de leeftijd en de productiviteitsklasse

Gezien om te worden gevoegd bij ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur.

Namen, 14 juli 2016.

R. COLLIN

Bijlage 2. — Verlagingen die op de bijkomende vergoedingen en toelagen bedoeld in de hoofdstukken 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 moeten worden toegepast in geval van niet-naleving van de eisen bedoeld in artikel 8, § 1, van het voornoemde besluit

Wetgeving	Artikel	Opschrift	Ernst	Omvang	Duur
MG	art. 3, 5°	Omploegen op minder dan één meter van de oevers en grachten	2 (gelet op de impact op het milieu waterlopen en soorten)	1 2	1 2
MG	art. 3, 6° - 4, 1°	Omploegen van vast weiland	1 (indien weiland in UG 5) 2 (UG 2-3-4)	1 2	1 2
MG	art. 4, 2°	Plaatsen van afwateringsbuizen en greppels	1 (in UG 5, 10, 11) 2 (in UG 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9)	2	1 2
MG	art. 4, 3°	Toegang voor het vee tot waterlopen en watervlakken	2 (gelet op de impact op het milieu waterlopen en soorten)	2	1 2
MG	art. 4, 4°	Herbiciden buiten teelten en bossen	2 (het gebruik van herbiciden buiten het toegelaten bestrijdingsplan garandeert niet langer de aanwezigheid van het habitat dat de UG rechtvaardigde)	1 2	1 2
MG	art. 4, 9°	Grondverbeteringsmiddelen en meststoffen op minder dan 12 meter van waterlopen en watervlakken	2 (gelet op de impact op het milieu waterlopen en soorten)	1 2	1 2
MG	art. 5, § 2, 2°	Onderhoud van afwateringsbuizen en greppels	1 (in UG 5, 10, 11) 2 (in UG 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9)	1 2	1 2

Wetgeving	Artikel	Opschrift	Ernst	Omvang	Duur
MG	art. 5, § 2, 3°	Huisvesting tijdelijke groep	1 (in UG 5, 10, 11) 2 (in UG 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9)	1 2	1 2
MP	art. 3, 3°, b) - 4, 3°, b) - 5, § 1, 3° - 6, 3° - 7	Elke aanplanting of heraanplanting van bomen of struiken buiten bossen	1 (in UG 5) 2 (in UG2, 3, 4)	1 2	1 2
MP	art. 4, 2 - 5, § 1, 2°, e)	Veevoeding	1 (in UG 5) 2 (in UG 2, 3, 4)	2	1 2
MP	art. 4, 1°, a) - 8, 1°, b) - 9, 1°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, a) - 12, a)	Opslag en spreiding van grondverbeteringsmiddelen en meststoffen in BE 2 en in bossen	1 in bossen 2 in UG 2	1 2	1 2
MP	art. 4, 1°, b) - 4, 3°, a) - 5, § 1, 2°, b)	Overzaaiing op weilanden	1 (in UG 5) 2 (in UG 2, 3, 4)	1 2	1 2
MP	art. 4, 1°, c)	Begrazing en maaien van 01/11 tot 15/06 in BE 2	2	1 2	1 2
MP	art. 4, 1°, e) - 5, § 1, 2°, c)	Maaien zonder instandhouding van 5 % voor een schuilstrook	1 (in UG 5) 2 (in UG 2, 3, 4)	1 2	1 2
MP	art. 5, § 1, 1°, a)	Gebruik van meststoffen in BE 3	2	1 2	1 2
MP	art. 5, § 1, 1°, b)	Begrazing en maaien van 01/11 tot 15/06 in BE 3 behalve beheersplan	2	1 2	1 2
MP	art. 5, § 1, 2°, a)	Aanbrengen van organische meststoffen van 15/08 tot 15/06 in BE 3 behalve beheersplan	2	1 2	1 2
MP	art. 6, 1°, a)	Bemesting, bodemverbetering, veevoeding, opslag in BE	2	1 2	1 2
MP	art. 6, 1°, b)	Begrazing en maaien van 01/11 tot 15/07 in BE 4	2	1 2	1 2
MP	art. 6, 2°, a)	Overschakeling van de BE 4 op teelt	2	1 2	1 2
MP	art. 6, 2°, b)	Grondbewerking in BE 4	2	1 2	1 2

Hoofdzakelijke bosmaatregelen

Wetgeving	Artikel	Opschrift			
MG	art. 2	Behoud van instandhoudings-eilanden	1 2	1 2	1 2
MG	art. 3, 1°	Naaldbomen op minder dan 12 meter van waterlopen en watervlakken	2	1 (naaldbomen tussen 9 en 12 m) 2 (naaldbomen tussen 0 en 9 m)	1 2
MG	art. 3, 2°	Behoud van 2 dode bomen per ha	1 (> 90 % van de vereiste dode bomen) 2 (< 90 % van de vereiste dode bomen)	0 (zonder voorwerp)	1 2
MG	art. 3, 3°	Behoud van een biologisch waardevolle boom per 2 ha	1 (> 90 % van de vereiste IB bomen) 2 (< 90 % van de vereiste IB bomen)	0 (zonder voorwerp)	1 2

Wetgeving	Artikel	Opschrift			
MG	art. 3, 4°	Behoud van externe trapsgevijs geplaatste randen van 10 meter	1 (gemiddeld 4 dikke bomen maximum) 2 (> 4)	1 2	1 2
MG	art. 4, 6°	Vernietiging van de vegetatie op de grond en het kappen in de bossen toegelaten van 01/04 tot 30/06	2	1 2	1 2
MG	art. 4, 7°	Kap van de oeverlinten van meer dan 30 % /10 jaar	2	1 2	1 2
MG	art. 4, 8°	Kaalslag van loofopstanden van inheemse soorten	2	1 2	1 2
MG	art. 5, § 2, 1°	Kunstmatige wildakkers en voedingsteelten voor wild	1 2 (in UG 2, 3, 4)	1 2	1 2
MP	art. 8, 1°, d) - 9, 1°, d) - 10, 2°, d) - 11, 2°, b) - 12, b)	Wildakkers met grondwerk	1 (UG 10) 2 (UG 6, 7, 8, 9)	1 2	1 2
MP	art. 8, 2° - 8, 3°	Kappen van bomen van inheemse soort in UG 6	2	1 2	1 2
MP	art. 9, 2°, a)	Kaalkappingen in UG 7	2	1 2	1 2
MP	art. 9, 2°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, b)	verwijdering van boomstronken en de vernietiging van het kapafval	2	1 2	1 2

Maatregelen van niet-agrarische bijkomende toelage

Wetgeving	Artikel	Opschrift	Ernst	Omvang	Duur
BWR Vergoedingen toelagen	art. 25	> 3 % IC (maximum 10 %)	1	1 (de bijkomende % bereikt minstens 50 % van degene die is aangegeven) 2 (de bijkomende % is lager dan 50 % van degene die is aangegeven)	1 2
BWR Vergoedingen toelagen	art. 25	> 10 m randen (maximum 20 m)	1	1 (de bijkomende % bereikt minstens 50 % van degene die is aangegeven) 2 (de bijkomende % is lager dan 50 % van degene die is aangegeven)	1 2

Maatregelen van de vochtige of aquatische milieus en andere maatregelen

Wetgeving	Artikel	Opschrift	Ernst	Omvang	Duur
MP	art. 3, 1°, b)	Opvulling van de vochtige of aquatische milieus	2	1 2	1 2
MP	art. 3, 2°, b)	Introductie van vissen in de watervlakken	2	1 2	1 2
MP	art. 3, 3°, a) - 13	Ruiming en onderhoud van de waterlopen	1 2	1 2	1 2
MG	art. 4, 5°	Onderhoud van de vegetatie aan de rand van de openbare wegen, vanaf 15/03 tot 31/07	-	-	-
MG	art. 5, § 1 ^{er} , 1°	Activiteiten onderworpen aan milieuvergunning	12	12	12
MG	art. 5, § 1, 2°	Activiteiten onderworpen aan stedenbouwkundige vergunning	1 2	1 2	1 2
MP	art. 14	Maaien, verwijdering of vermalen met een tolbreker in UG S2	2	1 2	1 2
MP	art. 3, 1°, a) - 4, 1°, d) - 5, § 1, 2°, d) - 8, 1°, c) - 9, 1°, c) - 10, 1°	Wijzigingen van het bodemreliëf	1 2	1 2	1 2
MP	art. 3, 2°, a) - 8, 1°, a) - 9, 1°, a) - 10, 2°, a) - 11, 2°, a)	Transformatie of verrijking met niet-inheemse soorten	1 (UG 9) 2 (UG 1, UG 6, UG 7, UG 8)	1 2	1 2

MG : Algemene maatregelen overeenkomstig het BWR van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk)

MP : Bijzondere maatregelen overeenkomstig het BWR van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn

criterium	Waarden	Omschrijving
Ernst	1	Beperkte impact
	2	Aanzienlijke impact
Omvang	1	< 50 %
	2	> 50 %
Duur	1	Punctuele overtreding
	2	Continue overtreding

Ernst	Omvang	Duur	Globale code
1	0	1	1
1	1	1	1
1	2	1	2
1	0	2	2
1	1	2	3
1	2	2	3
2	0	1	3
2	1	1	3
2	2	1	4
2	0	2	4
2	1	2	4
2	2	2	4

Code	Verlaging
1	Waarschuwing
2	– 10 %
3	– 50 %
4	– 100 %

Gezien om te worden gevoegd bij ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur.

Namen, 14 juli 2016.

R. COLLIN

Bijlage 3. — Verlaging van de toelagen voor het herstel en het onderhoud bedoeld in hoofdstuk 5 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 voor de niet-uitvoering of voor de gedeeltelijke uitvoering van de eisen bedoeld in artikel 8, § 2, van het voornoemde besluit

Naleving van de verplichtingen inzake informatie en bekendmaking Naleving: geen verlaging

Niet-naleving

→ 1^{ste} controle : waarschuwing

→ x^e controle : verlaging gelijk aan tien percent vermenigvuldigd door het bedrag van de toelage

Herstel van grasvelden en heide

Akten	Resultaat van de controle	Verlaging
Naleving van het bestek; (indien aanwezig en gevoegd bij het dossier)	OK KO	Geen enkele 10 % van het bedrag van de toelage indien de impact beperkt blijft op het bereiken van de doelstellingen van de werken 100 % van het bedrag van de toelage indien de impact aanzienlijk is op het bereiken van de doelstellingen van de werken

Akten	Resultaat van de controle	Verlaging
Gemeten oppervlakte (ontbossing/ verwijdering van het stuikgewas)	OK	Geen enkel (verschil tussen de aangegeven oppervlakte en de gemeten oppervlakte < 3 %)
	KO	vastgesteld verschil (verschil tussen de aangegeven oppervlakte en de gemeten oppervlakte > 3 %)
Beheer door verwijdering van het stuikgewas, maaien of extensieve begrazing (programma goedgekeurd door de Administratie)	OK KO	Geen enkele 10 % van het bedrag van de toelage (impact beperkt op het bereiken van de doelstellingen van de werken) 100 % van het bedrag van de toelage (impact aanzienlijk op het bereiken van de doelstellingen van de werken)
Naleving van de technische clausules voor het plaatsen van omheiningen	OK KO	Geen enkele 10 % van het bedrag van de toelage (impact beperkt op het bereiken van de doelstellingen van de werken) 100 % van het bedrag van de toelage (impact aanzienlijk op het bereiken van de doelstellingen van de werken)
Lengte van de omheiningen	OK	Geen enkele
	KO	vastgesteld verschil
Naleving van de technische clausules voor de installatie van schuilplaatsen voor schapen	OK	Geen enkele 10 % van het bedrag van de toelage (impact beperkt op het bereiken van de doelstellingen van de werken)
	KO	100 % van het bedrag van de toelage (impact aanzienlijk op het bereiken van de doelstellingen van de werken)
Aanwezigheid van minimum 1 schuilplaats/5 ha	OK	Geen enkele
	KO	aantal ontbrekende schuilplaatsen 50 % van het bedrag van de toelage

Voortijdige exploitatie van naaldbomen

Akten	Resultaat van de controle	Verlaging
Naleving van het bestek; (indien aanwezig en gevoegd bij het dossier)	OK KO	Geen enkele 10 % van het bedrag van de toelage (impact beperkt op het bereiken van de doelstellingen van de werken) 100 % van het bedrag van de toelage (impact aanzienlijk op het bereiken van de doelstellingen van de werken)
Gemeten oppervlakte	OK	Geen enkel (verschil tussen de aangegeven oppervlakte en de gemeten oppervlakte < 3 %)
	KO	vastgesteld verschil (verschil tussen de aangegeven oppervlakte en de gemeten oppervlakte > 3 %)
<i>Indien behoud van het open karakter</i>		
Verwijdering van het stuikgewas, begrazing of maaien	OK KO	Geen enkele 10 % van het bedrag van de toelage (impact beperkt op het bereiken van de doelstellingen van de werken) 100 % van het bedrag van de toelage (impact aanzienlijk op het bereiken van de doelstellingen van de werken)
<i>Zonder behoud van het open karakter</i>		
bepanting van inheemse loofbomen in stations OF natuurlijke regeneratie van de inheemse loofbomen	OK KO	Geen enkele 10 % van het bedrag van de toelage (impact beperkt op het bereiken van de doelstellingen van de werken) 100 % van het bedrag van de toelage (impact aanzienlijk op het bereiken van de doelstellingen van de werken)
Naleving van het bestek indien gebruik van rupswerktuigen	OK KO	Geen enkele 10 % van het bedrag van de toelage (impact beperkt op het bereiken van de doelstellingen van de werken) 100 % van het bedrag van de toelage (impact aanzienlijk op het bereiken van de doelstellingen van de werken)
<i>Afwateringsbuizen (buiten werking)</i>		
Naleving van het bestek Indien afwezigheid van het bestek <ul style="list-style-type: none"> • afwateringsbuizen buiten werking (afwateringsbuizen gevuld met aarde) • Afwateringsbuizen (regelmatige verstoppingen) 	OK KO	Geen enkele 10 % van het bedrag van de toelage (impact beperkt op het bereiken van de doelstellingen van de werken) 100 % van het bedrag van de toelage (impact aanzienlijk op het bereiken van de doelstellingen van de werken)

Andere herstelwerken

Akten	Resultaat van de controle	Verlaging
Naleving van het bestek	OK KO	Geen enkele 10 % van het bedrag van de toelage (impact beperkt op het bereiken van de doelstellingen van de werken) 100 % van het bedrag van de toelage (impact aanzienlijk op het bereiken van de doelstellingen van de werken)

Onderhoud van de open milieus

Akten	Resultaat van de controle	Verlaging
Naleving van het bestek	OK KO	Geen enkele 10 % van het bedrag van de toelage (impact beperkt op het bereiken van de doelstellingen van de werken) 100 % van het bedrag van de toelage (impact aanzienlijk op het bereiken van de doelstellingen van de werken)

Aankoop van grond

Akten	Resultaat van de controle	Verlaging
Akte van aankoop of elk ander document waaruit het eigendom afgeleid kan worden	OK KO	Geen enkele 1e contrôle Waarschuwing (<i>in dit geval wordt een 2e controle uitgevoerd binnen een termijn van 21 dagen door het betaalorgaan of zijn afgevaardigde</i>) 2e controle : boete gelijk aan 100 % van het bedrag van de toelage
<i>Akte van aankoop of elk ander document waaruit afgeleid kan worden dat het eigendom het subsidiebesluit conform is</i>	OK KO	Geen enkele Boete gelijk aan 100 % van het bedrag van de toelage

Toepassing van de regeling van de verlagingen en uitsluitingen "ex-post"

De investeringen uitgevoerd in het kader van een project van herstel/beheer/aankoop kunnen aan de ex post controles worden onderworpen gedurende vijf jaar vanaf de kennisgeving van de berekening van het bedrag van de toelage aan de aanvrager.

Deze controles hebben betrekking op het voortbestaan (ononderbroken aanwezigheid) van de investering. De opgelopen verlagingen worden in de tabel hieronder opgenomen, met dien verstande dat er hier gaat om opzettelijke handelingen.

Duurzaamheid	Verlaging
Geen enkele ontbrekende investering	geen enkele
0-50 % ontbrekende investering(en)	invordering van het bedrag van de toelage naar rato van de ontbrekende investeringen + een boete gelijk aan 25 % van het bedrag van de toelage
50-100 % ontbrekende investering(en)	invordering van het bedrag van de toelage naar rato van de ontbrekende investeringen + een boete gelijk aan 50 % van het bedrag van de toelage
Geen enkele investering aanwezig	invordering van het bedrag van de toelage + een boete gelijk aan 100 % van het bedrag van de toelage

Gezien om te worden gevoegd bij ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur.

Namen, 14 juli 2016.

R. COLLIN

Bijlage 4. — Verlaging van de vergoedingen wanneer de instandhoudingsmaatregelen opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011, in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 of in een aanwijzingsbesluit worden ingetrokken door een vergunning

Wetgeving	Artikel	Opschrift	Impact van een gunstig advies op de vergoeding
MG	art. 3, 5°	Omploegen op minder dan één meter van de oevers en grachten	zonder voorwerp

Wetgeving	Artikel	Opschrift	Impact van een gunstig advies op de vergoeding
MG	art. 3, 6° - 4, 1°	Omploegen van vast weiland	De vergoeding wordt afgeschaft op de betrokken oppervlakte aangezien het weiland niet meer bestaat. Als het weiland nog bestaat maar verandering van UG, worden de vergoedingen aangepast (ex : overgang naar UG 5) Als een vergunning wordt toegekend voor een bepaalde duur, wordt de steun afgeschaft tijdens deze duur. De steun zal tijdens het eerste uitbetalingsjaar datgene zijn van de UG5 en vanaf het tweede jaar datgene van de herstellende UG (UG 2-3-4)
MG	art. 4, 2°	Plaatsen van afwateringsbuizen en greppels	Zonder voorwerp
MG	art. 4, 3°	Toegang voor het vee tot waterlopen en watervlakken	Zonder voorwerp
MG	art. 4, 4°	Herbiciden buiten teelten en bossen	De vergoeding wordt afgeschaft op de betrokken oppervlakte omdat het gebruik van herbiciden buiten het toegelaten bestrijdingsplan niet langer de aanwezigheid garandeert van het habitat dat de UG rechtvaardigde en dus de vergoeding
MG	art. 4, 9°	Grondverbeteringsmiddelen en meststoffen op minder dan 12 meter van waterlopen en watervlakken	Zonder voorwerp
MG	art. 5, § 2, 2°	Onderhoud van afwateringsbuizen en greppels	Zonder voorwerp
MG	art. 5, § 2, 3°	Huisvesting tijdelijke groep	Zonder voorwerp
MP	art. 3, 3°, b) - 4, 3°, b) - 5, § 1, 3° - 6, 3° - 7	Elke aanplanting of heraanplanting van bomen of struiken buiten bossen	Zonder voorwerp
MP	art. 4, 2 - 5, § 1, 2°, e)	Veevoeding	Zonder voorwerp
MP	art. 4, 1°, a) - 8, 1°, b) - 9, 1°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, a) - 12, a)	Opslag en spreiding van grondverbeteringsmiddelen en meststoffen in BE 2 en in bossen	In UG 2, afschaffing op de betrokken oppervlakte van het gedeelte van de vergoeding betreffende het verminderd gebruik van biociden en meststoffen, hetzij 240 EUR/ha In een bos UG : zonder voorwerp
MP	art. 4, 1°, b) - 4, 3°, a) - 5, § 1, 2°, b)	Overzaaiing op weilanden	Zonder voorwerp
MP	art. 4, 1°, c)	Begrazing en maaien van 01/11 tot 15/06 in BE 2	Afschaffing op de betrokken oppervlakte van het gedeelte van de vergoeding betreffende de beperking van het gebruik, hetzij 200 EUR/ha
MP	art. 4, 1, e) - 5, § 1, 2°, c)	Maaien zonder instandhouding van 5 % voor een schuilstrook	Afschaffing op de betrokken oppervlakte van het gedeelte van de vergoeding betreffende de beperking van het gebruik, hetzij 200 EUR/ha
MP	art. 5, § 1, 1°, a)	Gebruik van meststoffen in BE 3	Afschaffing op de betrokken oppervlakte van het gedeelte van de vergoeding betreffende het verminderd gebruik van biociden en meststoffen, hetzij 240 EUR/ha
MP	art. 5, § 1, 1°, b)	Begrazing en maaien van 01/11 tot 15/06 in BE 3 behalve beheersplan	Afschaffing op de betrokken oppervlakte van het gedeelte van de vergoeding betreffende de beperking van het gebruik, hetzij 200 EUR/ha
MP	art. 5, § 1, 2°, a)	Aanbrengen van organische meststoffen van 15/08 tot 15/06 in BE 3 behalve beheersplan	Afschaffing op de betrokken oppervlakte van het gedeelte van de vergoeding betreffende het verminderd gebruik van biociden en meststoffen, hetzij 240 EUR/ha
MP	art. 6, 1°, a)	Bemesting, bodemverbetering, veevoeding, opslag in BE 4	Afschaffing op de betrokken oppervlakte van het gedeelte van de vergoeding betreffende het verminderd gebruik van biociden en meststoffen, hetzij 240 EUR/ha
MP	art. 6, 1°, b)	Begrazing en maaien van 01/11 tot 15/07 in BE 4	Afschaffing op de betrokken oppervlakte van het gedeelte van de vergoeding betreffende de beperking van het gebruik, hetzij 200 EUR/ha
MP	art. 6, 2°, a)	Overschakeling van de BE 4 op teelt	De vergoeding wordt afgeschaft op de betrokken oppervlakte aangezien de extensieve strook niet meer bestaat

Wetgeving	Artikel	Opschrift	Impact van een gunstig advies op de vergoeding
MP	art. 6, 2°, b)	Grondbewerking in BE 4	De vergoeding wordt afgeschaft op de betrokken oppervlakte aangezien de extensieve strook niet meer bestaat

Hoofdzakelijke bosmaatregelen

Wetgeving	Art.	Opschrift	Gevolg van een gunstig advies op de compensatie
MG	art. 2	Behoud van instandhoudingseilanden	Afschaffing op het gehele eigendom van de vergoeding betreffende de instandhoudingseilanden, hetzij 11,94 EUR/ha. het programma voor plattelandsontwikkeling vindt immers dat het verlies i.v.m. deze maatregel 12,90 EUR/ha bedraagt Hij vindt bovendien dat het globaal verlies i.v.m. de bosmaatregelen 43,21 EUR/ha bedraagt maar legt de vergoeding op 40 EUR/ha vast
MG	art. 3, 1°	Naaldbomen op minder dan 12 meter van waterlopen en watervlakken	Verlaging van de totale vergoedingen geïnd door de beheerder door zich te baseren op de raming van de inkomstenderving voorgesteld in het programma voor plattelandsontwikkeling voor de betrokken oppervlaktes (strook van 12 meter breed) hetzij 71,41 EUR/ha
MG	art. 3, 2°	Behoud van twee dode bomen per ha	Afschaffing, op de gehele eigendom, van het deel van de vergoeding voor het behoud van dode bomen, nl. 4,98 EUR/ha. In het LOP wordt de derving ivm die maatregel immers op 5,38 EUR/ha geschat. Overigens wordt de globale derving ivm bosbeheersmaatregel op 43,21 EUR/ha geschat, maar de vergoeding wordt op 40 EUR/ha vastgesteld
MG	art. 3, 3°	Behoud van een biologisch waardevolle boom per 2 ha	Afschaffing, op de gehele eigendom, van het deel van de vergoeding voor het behoud van biologisch waardevolle bomen, nl. 2,49 EUR/ha. In het LOP wordt de derving ivm die maatregel immers op 2,69 EUR/ha geschat. Overigens wordt de globale derving ivm bosbeheersmaatregel op 43,21 EUR/ha geschat, maar de vergoeding wordt op 40 EUR/ha vastgesteld
MG	art. 3, 4°	Behoud van 10 m hoge gelaagde bosranden aan de buitenkant	Vermindering van de totaal verkregen vergoedingen van de beheerder op grond van de dervingen zoals ingeschat in het LOP voor in aanmerking komende opp (10 m brede boorden), nl 143 EUR/ha
MG	art. 4, 6°	Vernietiging van de bodembegroeiing en houtkap toegelaten tussen 01/04 - 30/06	Zonder voorwerp
MG	art. 4, 7°	Kpa van lintvormige ooibossen hoger dan 30 % 10j	Zonder voorwerp
MG	art. 4, 8°	Kaalslag van inlandse loofboomsoorten	Afschaffing voor de in aanmerking komende opp van de bosbeheersvergoeding (40 EUR/ha) voor een periode van 30j. Bij afwijking zou het bedrag dan teruggebracht worden tot 18,61 EUR/ha gedurende 30 jaar (op grond van schatting LOP). In het LOP wordt de derving ivm die maatregel immers op 20,10 EUR/ha geschat. Overigens wordt de globale derving ivm bosbeheersmaatregel op 43,21 EUR/ha geschat, maar de vergoeding wordt op 40 EUR/ha vastgesteld

Wetgeving	Art.	Opschrift	Gevolg van een gunstig advies op de compensatie
MG	art. 5, § 2, 1°	Kunstmatige wildakkers en voor wild ter beschikking gesteld braakland	Zonder voorwerp
MP	art. 8, 1°, d) - 9, 1°, d) - 10, 2°, d) - 11, 2°, b) - 12, b)	Wildakkers met grondbewerking	Zonder voorwerp
MP	art. 8, 2° - 8, 3°	Kap van inlandse boomsoorten als beheerseenheid UG 6	Afschaffing voor de in aanmerking komende opp van de bosbeheersvergoeding (40 EUR/ha) voor een periode van 30j. Bij afwijking zou het bedrag dan teruggebracht worden tot 18,61 EUR/ha (op grond van schatting LOP). In het LOP wordt de derving ivm die maatregel immers op 20,10 EUR/ha geschat. Overigens wordt de globale derving ivm bosbeheersmaatregel op 43,21 EUR/ha geschat, maar de vergoeding wordt op 40 EUR/ha vastgesteld
MP	art. 9, 2°, a)	Kaalslag als beheerseenheid UG 7	Afschaffing voor de in aanmerking komende opp van de bosbeheersvergoeding (40 EUR/ha) voor een periode van 30j. Bij afwijking zou het bedrag dan teruggebracht worden tot 18,61 EUR/ha (op grond van schatting LOP). In het LOP wordt de derving ivm die maatregel immers op 20,10 EUR/ha geschat. Overigens wordt de globale derving ivm bosbeheersmaatregel op 43,21 EUR/ha geschat, maar de vergoeding wordt op 40 EUR/ha vastgesteld
MP	art. 9, 2°, b) - 10, 2°, b) - 11, 1°, b)	Rooien van stronken en vernietiging bosrestanten	Zonder voorwerp

Maatregelen voor vochtige, aquatische milieus en andere maatregelen

Wetgeving	art.	Opschrift	Effect van een gunstig advies op compensatie
MP	art. 3, 1°, b)	Opvulling van de vochtige of aquatische milieus	De vergoeding wordt afgeschaft op de in aanmerking komende oppervlakte
MP	art. 3, 2°, b)	Te water laten van vissen in vijvers	Zonder voorwerp
MP	art. 3, 3°, a) - 13	Ruiming en onderhoud van waterlopen	Zonder voorwerp
MG	art. 4, 5°	Onderhoud van de vegetatie aan de rand van de wegen, vanaf 15/03 tot 31/07	Zonder voorwerp
MG	art. 5, § 1, 1°	Milieuvergunningplichtige activiteiten	Zonder voorwerp
MG	art. 5, § 1, 2°	Activiteiten onderworpen aan stedenbouwkundige aangifte	Zonder voorwerp
MP	art. 14	Maaien, verwijdering of vermalen met een tolbreker in beheerseenheid UG S2	Zonder voorwerp
MP	art. 3, 1°, a) - 4, 1°, d) - 5, § 1, 2°, d) - 8, 1°, c) - 9, 1°, c) - 10, 1°	Wijzigen bodemreliëf	De vergoeding wordt afgeschaft op de in aanmerking komende oppervlakte
MP	art. 3, 2°, a) - 8, 1°, a) - 9, 1°, a) - 10, 2°, a) - 11, 2°, a)	Transformatie of verrijking met niet-inheemse soorten	Afschaffing op het in aanmerking komende perceel van de vergoeding voor winstderving wegens verbod tot wijzigen van bestemmingen van gemeenschappelijk waardevolle habitats of habitats van soorten, namelijk 18,61 EUR/ha. In het LOP wordt de derving ivm die maatregel immers op 20,10 EUR/ha geschat. Overigens wordt de globale derving ivm bosbeheersmaatregel op 43,21 EUR/ha geschat, maar de vergoeding wordt op 40 EUR/ha vastgesteld

"MG" Algemene maatregel die verwijst naar het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

"MP" : Bijzondere maatregel die verwijst naar het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn

Gezien om te worden gevoegd bij ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur.

Namen, 14 juli 2016.

R. COLLIN

Bijlage 5. — Selectiecriteria voor de projectenoproepen voor de uitvoering van maatregel 7.6 van het Waalse programme voor landelijke ontwikkeling « Herstel en onderhoud van het natuurpatrimonium »

Selectiecriteria	Maximumnotering voor dit criterium
1. Statuur van natuurlijke habitats en habitats van soorten van communautair belang (al dan niet prioritair)	4
2. Vermoedelijke ontwikkeling van het te herstellen terrein in het geval waarin dit herstel niet plaats zou vinden (ofwel : het niet-herstel leidt tot een evolutie naar een ander, +/- gelijkwaardig habitat, ofwel : dit leidt naar een habitat met een gevoelig mindere kwaliteit)	4
3. Meerdere habitats of soorten van communautair belang betrokken bij het project - meerdere habitats tegelijk herstellen (diversifiëring, begrip « mosaïek »)	4
4. Neveneffecten op soorten die niet onder Natura vallen, maar beschermd, zeldzaam of gevoelig zijn of op habitats die op patrimoniaal vlak waardevol zijn	4
5. Impacten op andere ecosystemische functies (bescherming wateren bodem enz)	4
6. Nabijheid van een beschermd gebied (erkend natuurreservaat, domaniaal natuurreservaat, wetenschappelijk waardevolle ondergrondse holtes, biologisch waardevolle vochtige gebieden...)	4
7. Impact van de intensiteit in het gebruik van naburige terreinen (maïsakkers, intensieve weilanden, schrale hooilanden of -weiden, habitatgebieden, industriegebieden, drukke verkeerswegen enz) om in te schatten hoe ernstig de te herstellen habitats verstoord zullen worden. Impacten op de gevoelige soorten	4
8. Omvang van het project - voorkeur voor de projecten waarvan de omvang in verhouding staat tot het type habitat	4
9. Statuut van de staat van instandhouding FV, U 1 of U 2 (dringend karakter) herstel – onderhoud – aankoop grond	4
10. Voorspelbaarheid van waarborg op succes werken (beheerscontract of -plan, bestek, gewestplan, vergunning of andere stedenbouwkundige verplichtingen...)	4
11. Doeltreffendheid van de werken (samengetelde impacten, begrip « vermazing » en begrip « net », en kosten van werken/winsten in termen van biodiversiteit)	4
12. Grondbeheersing en -garantie (eigenaar en/of beheerder en/of huurovereenkomst en/of natuurbeheersovereenkomst)	4
13. Doeltreffendheid ivm beoogd herstel habitat/soort van communautair belang	4

Gezien om te worden gevoegd bij ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur.

Namen, 14 juli 2016.

R. COLLIN